



PROSPECTUS

(établi en application des articles 211-1 à 216-1 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)

mis à la disposition du public à l'occasion de l'émission de

TITRES SUBORDONNES REMBOURSABLES A TAUX FIXE

4,80 % Juillet 2007 / Juillet 2017
garantis par Crédit Agricole S.A.

(code valeur : FR 0010482141)

Le taux de rendement actuariel de cette émission est égal à 4,80 %. Il ressort avec un écart de taux de 0,18 % par rapport aux taux des emprunts d'Etat de durée équivalente (4,62 %^(*)) constatés au moment de la fixation des conditions d'émission.

Le Titre Subordonné Remboursable se distingue de l'obligation en raison du rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination.

Ce prospectus est composé :

- du document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mars 2007 sous le numéro D.07-0214, ainsi que ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A01 et le 29 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A02
- du prospectus Radian ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le numéro de visa 06-384 en date du 27 octobre 2006 pour les comptes 2005
- du résumé du prospectus
- et de la présente note d'opération.

La notice légale a été publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 15 juin 2007



En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n° 07-185 en date du 12 juin 2007 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L621-8-1-I du code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié "si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes". Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires de ce prospectus sont disponibles, sans frais, auprès de :
Crédit Agricole S.A. - Service des Publications, 91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris.
Il est également disponible sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers : www.amf-france.org
ou sur le site Internet de Crédit Agricole S.A : www.credit-agricole-sa.fr

^(*) taux constaté aux environs de 12h00_ en date du 12 juin 2007

SOMMAIRE

	<i>Facteurs de Risques</i>	<i>page 3</i>
	<i>Résumé du prospectus</i>	<i>page 6</i>
CHAPITRE I	Responsables du prospectus Responsables du contrôle des comptes	pages 23 & 24 page 25
CHAPITRE II	Renseignements concernant l'émission	page 26
 PREMIERE PARTIE : L'EMETTEUR		
CHAPITRE III	Renseignements de caractère général concernant l'Emetteur et son capital	page 32
CHAPITRE IV	Renseignements concernant l'activité de l'Emetteur	page 34
CHAPITRE V	Patrimoine, situation financière et résultats	page 39
CHAPITRE VI	Organes d'administration, de direction et de surveillance	page 66
CHAPITRE VII	Evolution récente et perspectives d'avenir	page 68
CHAPITRE VIII	Actualisation liée à l'entrée en vigueur du Règlement européen	page 69
 DEUXIEME PARTIE : LE GARANT		
CHAPITRE III	Renseignements de caractère général concernant le Garant et son capital	page 70
CHAPITRE IV	Renseignements concernant l'activité du Garant	page 70
CHAPITRE V	Patrimoine, situation financière et résultats du Garant	page 70
CHAPITRE VI	Gouvernance d'entreprise et contrôle interne	page 70
CHAPITRE VII	Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir	page 70
	Mentions légales, coupon-réponse	

FACTEURS DE RISQUES

L'Emetteur considère que les facteurs ci-dessous sont susceptibles d'affecter sa capacité à remplir ses obligations au titre des titres subordonnés. La plupart de ces facteurs sont liés à des événements qui peuvent ou non se produire ; l'Emetteur n'est pas en mesure d'exprimer un avis sur la probabilité de survenance de ces événements.

Les facteurs qui sont importants dans le but de déterminer les risques de marché associés aux titres subordonnés sont décrits ci-dessous.

L'Emetteur considère que les risques décrits ci-dessous constituent les risques principaux inhérents à l'investissement dans les titres subordonnés, mais l'incapacité de l'Emetteur à payer tout montant au titre de ou en relation avec les titres subordonnés peut survenir pour des raisons autres que celles décrites ci-dessous. L'Emetteur ne déclare pas que les éléments donnés ci-dessous relatifs aux risques liés à la détention de titres subordonnés sont exhaustifs. Les investisseurs potentiels doivent également lire les autres informations détaillées dans le présent Prospectus et parvenir à se faire leur propre opinion avant de prendre une décision d'investissement.

A) Facteurs de Risques liés à l'Emetteur

1) Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risques, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société RADIAN et les émissions réalisées par les Caisses régionales.

2) Dispositif de contrôle interne général

- a. Le conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossement en taux et en marge de la société est assuré. Il Approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne.
- b. L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant.

3) La qualité de crédit de l'Emetteur

Les titres subordonnés constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'Emetteur. Le principal des Titres subordonnés Remboursables constitue une dette subordonnée de l'Emetteur. Les intérêts sur les Titres Subordonnés Remboursables constituent une dette chirographaire de l'Emetteur.

En achetant les Titres Subordonnés Remboursables, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

B) Facteurs de risques liés au Garant

Facteurs pouvant affecter la capacité du Garant à remplir ses obligations

Les événements imprévus/de force majeure, tels que les catastrophes naturelles graves, attaques de terroristes ou d'autres états d'urgence peuvent mener à une interruption brusque des opérations du Garant et peuvent causer des pertes substantielles. De telles pertes peuvent concerner la propriété, les actifs financiers, les positions commerciales et les employés principaux.

De tels événements imprévus/de force majeure peuvent également entraîner des coûts additionnels et augmenter les coûts du Garant. De tels événements peuvent également rendre indisponible la couverture pour certains risques et augmenter ainsi le risque du Garant.

La qualité de crédit du Garant

Le Garant émet un grand nombre d'instruments financiers sur une base globale et, à tout moment, les instruments financiers émis peuvent représenter un montant important. En achetant les titres, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit du Garant et de nulle autre personne.

Les situations décrites ci-dessus peuvent avoir des conséquences négatives sur l'investissement dans les titres. Le Garant n'assume aucune responsabilité de quelque nature que ce soit pour ces conséquences et l'impact sur l'investissement.

C) Facteurs de Risques liés aux Titres subordonnés remboursables

1) Facteurs de Risque liés à la structure particulière des Titres Subordonnés Remboursables

Les Titres Subordonnés Remboursables ont des particularités qui peuvent impliquer certains risques pour les investisseurs potentiels

Titres Subordonnés Remboursables :

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'Emetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables

Les risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables sont décrits brièvement ci-dessous :

La Directive de l'Union Européenne sur l'épargne.

Si, suite à l'entrée en vigueur de la Directive de l'Union Européenne sur l'Epargne, un paiement doit être fait ou encaissé dans un Etat Membre qui a opté pour le système de retenue à la source et une taxe ou un montant relatif à une taxe doit être retenu de ce paiement, ni l'Emetteur ni un quelconque agent payeur ni aucune autre personne ne sera obligé(e) de payer une somme supplémentaire au titre des Titres Subordonnés Remboursables du fait de l'application de cette retenue à la source.

Changement de loi

Les modalités des Titres Subordonnés Remboursables sont fondées sur les lois en vigueur à la date du Prospectus . Aucune assurance ne peut être donnée sur l'impact d'une éventuelle décision de justice ou changement de loi ou de pratique administrative après la date du Prospectus.

Absence de conseil juridique ou fiscal

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les Titres Subordonnés Remboursables.

2) Risques de marché et autres facteurs de risque

Risques liés au marché en général

Ci-dessous sont brièvement décrits les principaux risques de marché, y compris le risque de liquidité, le risque juridique , le risque de taux et le risque de crédit :

Le marché secondaire

Il existe un marché secondaire pour les Titres Subordonnés Remboursables mais il se peut qu'il ne soit pas très liquide. En conséquence, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs Titres Subordonnés Remboursables facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé. C'est dans ce contexte que l'Emetteur s'engage à racheter aux porteurs les Titres Subordonnés Remboursables et ce pendant toute leur durée de vie.

Considérations d'ordre juridique pouvant restreindre la possibilité de certains investissements

Les activités d'investissement de certains investisseurs sont sujettes à des lois et règlements spécifiques, ou à l'examen ou au contrôle par certaines autorités. Chaque investisseur potentiel doit consulter ses propres conseils juridiques pour déterminer si, et dans quelle mesure, (1) il peut légalement acheter les Titres Subordonnés Remboursables (2), les Titres Subordonnés Remboursables peuvent servir de garantie pour diverses formes d'emprunt et, (3) d'autres restrictions s'appliquent pour l'achat ou la mise en garantie des Titres Subordonnés Remboursables. Les institutions financières doivent consulter leurs conseils juridiques ou leurs autorités de tutelle afin de déterminer le traitement adéquat des Titres Subordonnés Remboursables en vertu de toute règle d'exigence en fonds propres ou règle similaires.

Risques liés aux taux d'intérêt

Les Titres Subordonnés Remboursables porte intérêt à taux fixe. L'évolution des taux d'intérêt sur le marché peut affecter défavorablement la valeur des Titres Subordonnés Remboursables.

La baisse de notation de crédit de l'Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables

La notation de crédit de l'Emetteur est une évaluation de sa capacité à faire face à ses obligations de paiement, y compris celles résultant des Titres Subordonnés Remboursables. En conséquence, une baisse réelle ou anticipée dans la notation de crédit de l'Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables.

Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs

Les investisseurs doivent avoir une connaissance et une expérience suffisantes du secteur financier et des affaires pour évaluer les avantages et les risques à investir dans une émission de Titres Subordonnés Remboursables donnée ainsi qu'une connaissance et un accès aux instruments d'analyse afin d'évaluer ces avantages et risques dans le contexte de leur situation financière. Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas appropriés pour des investisseurs qui ne sont pas familiers avec les titres subordonnés. Les investisseurs doivent également disposer de ressources financières suffisantes pour supporter les risques d'un investissement dans les Titres Subordonnés Remboursables.



RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

EMISSION de TITRES SUBORDONNÉS REMBOURSABLES A TAUX FIXE 4,80 % Juillet 2007 / Juillet 2017

*Visa de l'Autorité des marchés financiers n° 07-185 en date du 12 juin 2007
Code valeur FR0010482141*

*Le présent résumé sera disponible aux heures habituelles de bureau, un quelconque jour de la semaine
(à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) sur simple demande auprès du Garant :
Crédit Agricole S.A. - Service des Publications, 91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris.*

Responsables de l'information :

- de l'Emetteur: Monsieur Olivier NICOLAS, Directeur Général de Radian
- du Garant : Monsieur Gilles de MARGERIE, Directeur Finances Groupe

« Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus. Toute décision d'investir dans les instruments financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du prospectus. Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des Etats membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction et en ont demandé la notification au sens de l'article 212-41 du règlement général de l'AMF, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus ».

A - CONTENU ET MODALITÉS DE L'OPÉRATION

1. Montant de l'émission :

105 000 000 euros représenté par 105 000 000 titres subordonnés remboursables de un euro nominal

2. Caractéristiques des titres émis :

2.1. **Prix d'émission** : 100,023 % soit 1,00023 euro par titre subordonné, payable en une seule fois à la date de Règlement

2.2. Période de souscription

La souscription sera ouverte du 15 juin 2007 au 6 juillet 2007 inclus et pourra être close sans préavis

2.3. **Date d'Entrée en Jouissance** : 6 juillet 2007

2.4. **Date de Règlement** : 6 juillet 2007

2.5. Intérêt

2.5.1 **Taux d'intérêt annuel** : 4,80 % pendant 10 ans.

Les titres subordonnés remboursables rapporteront un intérêt de 4,80 % du nominal, soit 0,0480 euro par titre subordonné payable en une seule fois le 6 juillet de chaque année et pour la première fois le 6 juillet 2008

2.5.2 **Taux de rendement actuariel** : 4,80 % à la date de règlement.

Sur le marché obligataire français, le taux actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition du Comité de Normalisation Obligatoire).

Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

2.6. Amortissement, remboursement

Amortissement normal:

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 6 juillet 2017 par remboursement au pair ou, si ce jour n'est pas un Jour de Règlement TARGET, le Jour de Règlement TARGET suivant.

Amortissement anticipé

L'Emetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des titres subordonnés par remboursement.

Toutefois, il se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés, soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange (selon la réglementation applicable), ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable du secrétariat général de la Commission Bancaire pour effectuer des rachats en bourse dès que le montant cumulé de titres rachetés excédera 10 % du montant initial de l'emprunt ainsi que pour procéder à des offres publiques d'achat ou d'échange.

Les titres subordonnés ainsi rachetés seront annulés.

L'information relative au nombre de titres rachetés et au nombre de titres en circulation sera transmise annuellement à EURONEXT PARIS SA pour l'information du public et, pourra être obtenue auprès de l'Emetteur.

2.7. Durée et vie moyenne : 10 ans à compter de la Date de Règlement.

2.8. Rang de créance - Maintien de l'emprunt à son rang

Subordination du capital

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Non subordination des intérêts

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

2.9. Garantie :

La garantie octroyée par Crédit Agricole S.A. est totale et subordonnée : le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires, est garanti irrévocablement pendant toute sa durée par Crédit Agricole S.A..

La mise en oeuvre de la garantie ainsi octroyée par Crédit Agricole S.A. ne pourra toutefois, en cas de liquidation du garant, avoir pour effet de privilégier les porteurs de titres des présentes émissions par rapport aux créanciers du garant détenteurs de titres ou de créances subordonnés. En conséquence, le remboursement des présents titres n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers du garant, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement

des prêts participatifs accordés à ce dernier et des titres participatifs émis par lui ainsi que des titres dits « super subordonnés » prévus à l'article L.228-97 du code de commerce. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par le garant tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

2.10. Notation : Cette émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation

2.11. Mode de représentation des porteurs de titres :

Faisant application de l'article L.228-46 du Code de Commerce, les porteurs de titres subordonnés sont groupés en une masse jouissant de la personnalité civile.

Faisant application de l'article L.228-47 du dit Code, sont désignés :

Le représentant titulaire est :

Monsieur Philippe de LAMARZELLE

demeurant : COUPLEHAUT – 61560 COURGEOST

Le représentant titulaire percevra une rémunération de 300 euros par an.

Le représentant suppléant est :

Monsieur Stéphane MONIN

demeurant : 3, rue du Sommet des Alpes – 75015 PARIS

2.12. Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis) centralisé par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur, sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes.

Le service des titres subordonnés remboursables (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur.

2.13. Droit applicable et tribunaux compétents en cas de litige : droit français.

Les tribunaux compétents, en cas de litige, sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et, sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Nouveau Code de Procédure Civile.

B - ORGANISATION ET ACTIVITE DE L'EMETTEUR

1. Renseignements de caractère général concernant l'émetteur, ses organes d'administration :

Forme et Législation

Radian est une société anonyme à conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le nouveau code de commerce.

Elle a été créée le 20 novembre 1989 sous le nom de VALINTER IV. L'Assemblée Générale Mixte du 2 novembre 1990 a changé la dénomination sociale de la Société en « RADIAN » et l'a dotée d'un capital de 5 000 000 de F.

Le 25 juin 2002, le capital détenu à hauteur de 99,99 % par la société SEGESPAR du Groupe Crédit Agricole S.A. a été cédé à l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Objet social

Elle a pour objet de faciliter à moyen et long terme toutes opérations initiées par des entités affiliées à Crédit Agricole S.A., dont les émissions de bons ou emprunts subordonnés ou non, de nature obligataire, employés à la souscription de titres émis par les Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Principaux actionnaires

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 41 au 31 décembre 2006, sont représentées au sein du capital. 7 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social : CRCAM Nord Midi Pyrénées (3 481 actions, soit 6,96 %), CRCAM de Champagne-Bourgogne (3 434 actions, soit 6,87 %), CRCAM de Charente-Périgord (3 005 actions, soit 6,01 %), CRCAM de sud Rhône Alpes (2 838 actions, soit 5,68 %), CRCAM des Savoie (2 694 actions, soit 5,39 %), CRCAM du Midi (2 590 actions, soit 5,18 %) et CRCAM Pyrénées-Gascogne (2 537 actions, soit 5,07 %).

Au sein du Conseil d'Administration, présidé par un Directeur Général de Caisse Régionale, sont présentes 3 Caisses Régionales qui figurent parmi celles participant régulièrement aux émissions de titres effectuées par la SA RADIANT.

2. Renseignements de caractère général concernant le capital :

Capital social

Le montant du capital social est de 750 000 euros, divisé en 50 000 actions entièrement libérées.

Depuis le 18 juin 1999, la valeur nominale d'une action a été fixée à 15 euros.

3. Renseignements concernant l'activité de l'émetteur :

Au cours de l'année 2006, la SA RADIANT a poursuivi son rôle d'émetteur de titres subordonnés remboursables pour le compte des Caisses Régionales de Crédit Agricole, afin de leur permettre d'ajuster si besoin le niveau de leurs fonds propres. Au 2^{ème} semestre 2006, elle procède ainsi à trois émissions, une classique souscrite dans le réseau des Caisses Régionales, les deux autres dites privées souscrites auprès d'un investisseur institutionnel du Groupe Crédit Agricole.

Bilan de la S.A. RADIANT (aux 31 décembre 2006, 31 décembre 2005) (en milliers d'euros)

ACTIF	31/12/2006	31/12/2005
Actif Immobilisé	2 694 861,00	2 410 456,9
Autres créances	3,9	346,6
Valeurs mobilières de placement		12 311,1
Disponibilités	2 607,8	221,1
Actif Circulant	2 611,7	12 878,8
Primes remb. des obligations	757,5	1 051,1
TOTAL ACTIF	2 698 230,2	2 424 386,8

PASSIF	31/12/2006	31/12/2005
Capital social	750,0	750,0
Réserves	941,6	941,6
Report à nouveau	143,0	150,3
Résultat de l'exercice	325,3	42,6
Capitaux Propres	2 159,9	1 884,5
Provisions	352,3	392,3
Dettes	2 695 678,0	2 422 110,0
TOTAL PASSIF	2 698 230,2	2 424 386,8

Les chiffres clés

Compte de résultat résumé en milliers d'euros

	31/12/2006	31/12/2005
Résultat d'exploitation	- 6 170,8	- 5 980,6
Résultat financier	6 588,5	6 115,8
Résultat exceptionnel	3,3	0,9
Impôts sur les bénéfices	- 95,7	- 93,5
Bénéfice ou perte	325,3	42,6

C - ORGANISATION ET ACTIVITE DU GARANT

1. Renseignements de caractère général concernant le Garant :

Forme et Législation

Crédit Agricole S.A. est une société anonyme à Conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le Livre deuxième du Code de commerce.

Crédit Agricole S.A. est également soumise aux dispositions du Code monétaire et financier, notamment ses articles L 512-47 et suivants, ainsi qu'aux dispositions non abrogées du Livre V ancien du Code rural et de la loi n°88-50 du 18 janvier 1988 relative à la mutualisation de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Antérieurement à l'Assemblée générale extraordinaire du 29 novembre 2001, la Société était dénommée Caisse Nationale de Crédit Agricole, désignée en abrégé C.N.C.A.

La Société est issue de la transformation de l'établissement public industriel et commercial Caisse Nationale de Crédit Agricole après absorption du Fonds commun de garantie des Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel. Elle reste titulaire de l'ensemble des droits, obligations, garanties et sûretés de ces personnes morales avant leur transformation ; elle exerce tous les droits afférents aux hypothèques consenties au profit de l'Etat.

Depuis l'admission de ses actions aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris, Crédit Agricole S.A. est soumise à la réglementation boursière en vigueur, notamment pour ce qui concerne les obligations d'information du public.

Objet social

Crédit Agricole S.A. a pour mission de faciliter et promouvoir l'activité et le développement des Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel et de l'ensemble du groupe Crédit Agricole.

A cet effet :

- elle exerce la fonction de caisse centrale et assure l'unité financière du Groupe dans ses relations avec l'extérieur ;
- elle réalise, tant en France qu'à l'étranger, toutes opérations de banque, de finance, de crédit, de prise de participations, de services d'investissement ou de services connexes ;
- en qualité d'organe central du Crédit Agricole Mutuel, elle veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier, à la cohésion du réseau du Crédit Agricole Mutuel, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent, au respect des dispositions législatives et réglementaires ; elle garantit la liquidité et la solvabilité de l'ensemble du réseau et de chacun des établissements affiliés ;

De façon générale elle effectue toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, et toutes prestations de service se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

Principaux actionnaires

A la connaissance de Crédit Agricole S.A., il n'existe aucun autre actionnaire que la SAS Rue La Boétie détenant 5 % ou plus de son capital ou de ses droits de vote.

Il n'existe actuellement aucun pacte d'actionnaires.

La composition du Conseil d'administration, qui attribue aux représentants de Caisses régionales de Crédit Agricole 62 % des postes d'administrateurs au sein du Conseil, résulte de la volonté de l'actionnaire majoritaire (la SAS Rue La Boétie détenant 55,3 % des droits de vote au 31-12-2006) d'assurer une représentation également majoritaire aux Caisses régionales.

2. Renseignements de caractère général concernant le capital :

Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 4 941 163 593 euros. Il est divisé en 1 647 054 531 actions de 3 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

L'Assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider de l'augmentation ou la réduction du capital, sur proposition du Conseil d'administration.

Forme des actions

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix du titulaire, sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et se transmettent par virement de compte à compte.

2. Renseignements concernant l'activité du Garant :

a) Rôle de Crédit Agricole S.A. :

1) Organe central et de contrôle du réseau Crédit Agricole

- Application des textes législatifs ou réglementaires concernant le groupe,
- Agréments des dirigeants des Caisses régionales et des projets de fusion,
- Contrôle bancaire aux côtés des autorités de tutelle (Banque de France),
- Contrôle des comptes (approbation comptable),
- Contrôle de gestion pour l'ensemble des entités du groupe.

2) Tête de réseau du groupe Crédit Agricole

- Pilotage des filiales centrales et du développement international,
- Gestion de la marque Crédit Agricole,
- Promotion et coordination de la politique commerciale nationale,
- Création de nouveaux produits
- Planification informatique nationale.

3) Banque centrale du groupe Crédit Agricole

- Garante de l'unité financière du Groupe,
- Gestion d'une partie du risque de transformation de l'épargne.

En 2006, le Groupe a continué d'investir pour alimenter une croissance organique solide : des initiatives majeures au plan commercial ont été engagées pour accompagner la dynamique des deux banques de proximité en France (Caisses régionales et LCL) et le partage des moyens de production a été lancé pour gagner en productivité ; les offres ont été enrichies dans les métiers spécialisés ; la banque de financement et d'investissement a poursuivi sa stratégie de développement fondée sur une offre produits complète, un réseau international étendu et une politique d'investissement progressive et régulière.

Dans le même temps, les bases de la croissance hors de France ont été renforcées. 2006 a enregistré une accélération de la croissance à l'international avec des acquisitions réalisées principalement dans des pays de la zone euro à forts potentiels, conformément aux priorités sectorielles et géographiques du Plan de développement 2006 - 2008 annoncé fin 2005 :

- offre publique d'achat sur Emporiki Bank S.A. en Grèce (72 % du capital) qui constitue une nouvelle étape majeure dans le développement international du Groupe,
- création de « FAFS » *joint venture* à 50/50 avec le groupe Fiat dans le crédit à la consommation,
- prise de contrôle majoritaire des filiales de bancassurance-vie et dommages du Espirito Santo Financial Group au Portugal et augmentation de la participation dans le Banco Espirito Santo (de 22,5 % à 23,8 % d'intérêt),
- acquisition d'Index Bank en Ukraine, de Meridian Bank en Serbie, d'Egyptian American Bank en Egypte.

Ce mouvement de transformation rapide et d'internationalisation du Groupe se traduit dès 2006 par un début d'équilibrage des revenus au profit de l'activité internationale qui en représente désormais 42 % contre 35 % un an auparavant. Avec le mouvement stratégique en Italie (achat à Intesa de plus de 660 agences), effectif début 2007, le Groupe se donne les moyens d'atteindre l'objectif de 50 % du PNB réalisés à l'international tel qu'annoncé dans le plan de développement.

b) Bilan consolidé du groupe Crédit Agricole S.A. :

(en millions d'euros)

ACTIF	31/12/2006	31/12/2005
Caisse, banques centrales, CCP	6 194	6 721
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	417 852	339 535
Instruments dérivés de couverture	3 834	4 947
Actifs financiers disponibles à la vente	173 530	144 267
Prêts et créances sur les établissements de crédit	292 207	258 928
Prêts et créances sur la clientèle	248 145	187 586
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	1 621	4 229
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	18 007	19 769
Actifs d'impôts courants	607	116
Actifs d'impôts différés	1 042	6 503
Comptes de régularisation et actifs divers	55 913	52 992
Actifs non courants destinés à être cédés	677	
Participations dans les entreprises mises en équivalence	17 248	15 491
Immeubles de placement	2 971	3 278
Immobilisations corporelles	3 931	2 460
Immobilisations incorporelles	811	511
Ecarts d'acquisition	16 706	14 110
TOTAL DE L'ACTIF	1 261 296	1 061 443

PASSIF	31/12/2006	31/12/2005
Banques centrales, CCP	89	484
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	297 284	243 432
Instruments dérivés de couverture	4 244	5 607
Dettes envers les établissements de crédit	134 239	114 494
Dettes envers la clientèle	350 811	318 365
Dettes représentées par un titre	162 824	98 123
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	307	2 569
Passifs d'impôts courants	1 195	780
Passifs d'impôts différés	226	5 822
Comptes de régularisation et passifs divers	54 792	48 838
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	655	
Provisions techniques des contrats d'assurances	186 154	162 482
Provisions	4 154	4 291
Dettes subordonnées	24 470	21 248
Capitaux propres		
- Capitaux propres part du Groupe	35 078	30 682
Capital et réserves liées	17 006	17 520
Réserves consolidées	10 569	7 126
Gains ou pertes latents ou différés	2 583	2 145
Résultat de l'exercice	4 920	3 891
- Intérêts minoritaires	4 774	4 226
TOTAL DU PASSIF	1 261 296	1 061 443

Fin 2006, le total du bilan du groupe Crédit Agricole S.A. représente 1 261 milliards d'euros contre 1 061 milliards d'euros un an avant, enregistrant une croissance de + 18,8 %, principalement sous l'effet du développement de l'activité commerciale du Groupe. Les variations nettes du périmètre de consolidation entre 2005 et 2006 (nouvelles consolidations d'Emporiki, FAFS, BES Vida et BES Seguros, Egyptian American Bank, JSC Index Bank HVB principalement) n'ont pas d'impact significatif sur le bilan ; elles expliquent 3,3 % de sa croissance.

Les principaux postes de l'actif sont constitués des actifs financiers en valeur de marché par résultat (33 %), des prêts et créances émis sur les établissements de crédit et sur la clientèle (43 %), des actifs financiers disponibles à la vente (14 %).

Le passif du bilan regroupe principalement les passifs financiers à la juste valeur par résultat (24 %), les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle (38 %), les dettes représentées par un titre (13 %), les provisions techniques des contrats d'assurance (15 %) qui représentent dans leur ensemble plus de 90 % du passif hors capitaux propres.

Les capitaux propres, part du Groupe (y compris le résultat de l'exercice et avant distribution du dividende de 2006) s'élèvent en fin d'exercice à 35,1 milliards d'euros, en progression de 14,3 % sur un an, sous l'effet principal du résultat de l'exercice. Avec les intérêts minoritaires et les dettes subordonnées, les fonds propres bruts atteignent 64,3 milliards d'euros, en augmentation de 8,2 milliards d'euros par rapport à 2005.

Au 31 décembre 2006, le ratio européen de solvabilité (après application de la réforme des conglomérats financiers) s'établit à 8,8 % dont 8,2 % pour le ratio de solvabilité sur noyau dur (Tier 1).

A fin mars 2007, les capitaux propres, part du Groupe, de Crédit Agricole S.A. s'élèvent à 43,5 milliards d'euros, marquant une progression de 24,1 % par rapport au 31 décembre 2006 due en majeure partie à l'augmentation de capital de 4 milliards d'euros du début d'année et au résultat du trimestre.

Les encours pondérés s'élèvent à 299,1 milliards d'euros à fin mars 2007, en augmentation de 13,5 % par rapport à décembre 2006, du fait principalement de la croissance externe (Cariparma, FriulAdria et FAFS). Le ratio CAD/RSE Tier 1 s'établit à 8,3 % à fin mars 2007.

c) Résultats consolidés du groupe Crédit Agricole S.A. :

Compte de résultat consolidés - résumé (en millions d'euros)	31 déc 2005	31 déc 2006	31 mars 2007
Produit net bancaire	13 693	16 187	5 015
Résultat brut d'exploitation *	4 527	5 832	2 056
Coût du risque	(643)	(612)	(223)
Contribution des sociétés mises en équivalence	1 490	1 671	379
Coûts liés au rapprochement	(219)	-	-
Résultat net	4 249	5 319	2 793
Résultat net part du Groupe	3 891	4 920	2 655

* en 2005, avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit Agricole S.A.

Le résultat net part du Groupe sur l'exercice 2006 atteint 4 920 millions d'euros, en croissance de 26,4 % sur celui de 2005. Obtenu dans un environnement mondial globalement porteur, il traduit une croissance vigoureuse de l'activité dans tous les métiers du Groupe. Il traduit aussi une nette amélioration de l'efficacité opérationnelle avec un résultat brut d'exploitation en progression de 28,8 % et un nouveau gain de près de 3 points du coefficient d'exploitation. Il traduit enfin une augmentation sensible de la rentabilité des capitaux propres à 17,0 % (contre 15,8 % en 2005). Le bénéfice net par action représente 3,29 euros* (en hausse de 24,8 % sur 2005).

* données ajustées de l'augmentation de capital de janvier 2007

Sur le premier trimestre 2007, le résultat net, part du Groupe, de Crédit Agricole S.A. s'élève à 2 655 millions d'euros, en hausse de 91,7 % sur celui de la même période de 2006.

Ce résultat recueille une partie des fruits de 17 ans de stratégie en Italie. Il intègre en effet la traduction financière dans les comptes du Groupe de la fusion Intesa Sanpaolo (profit de dilution de 1 043 millions d'euros) et de la cession d'une partie de la participation de Crédit Agricole dans le nouveau groupe (plus value de 448 millions d'euros). Hors éléments atypiques, il ressort à 1 181 millions d'euros, en croissance de 13,5 %.

Crédit Agricole S.A. enregistre une croissance soutenue de l'ensemble de ses activités et réalise un produit net bancaire de 5 015 millions d'euros, en hausse de 25,5 % par rapport à celui du premier trimestre 2006, qui constituait une base de référence très élevée. Retraité des éléments atypiques (plus value Intesa, reprises de provisions PEL/CEL en 2006 et 2007), le produit net bancaire progresse de 19,2 % sous l'effet d'une bonne progression des revenus des métiers, reflétant la croissance organique et les acquisitions, Emporiki et un mois de Cariparma/FriulAdria. L'évolution des charges d'exploitation (+ 18,7 %) reflète le fort développement de l'activité organique et l'intégration des nouvelles entités.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 2 056 millions d'euros, en progression de 36,9 % par rapport au premier trimestre 2006 (+ 20,1 % hors éléments atypiques) et le coefficient d'exploitation s'améliore de 3,4 points (et de 0,3 point hors éléments atypiques).

Le coût du risque (223 millions d'euros), en croissance de 23,9 % hors acquisitions en banque de détail à l'international, reste maîtrisé à 32 pb sur emplois pondérés.

La contribution des sociétés mises en équivalence (379 millions d'euros) est en baisse de 32,4 %, évolution imputable à Intesa et à la contribution d'Eurazeo, en baisse après le résultat exceptionnellement élevé comptabilisé au 1^{er} trimestre 2006.

d) Résultats par pôle d'activité :

Au sein du groupe Crédit Agricole S.A., les activités sont organisées en sept lignes métiers :

- Deux pour la Banque de proximité en France : le pôle Caisses régionales et le pôle LCL ;
- La Banque de détail à l'international ;
- Les Services financiers spécialisés ;
- La Gestion d'actifs, les assurances et la banque privée ;
- La Banque de financement et d'investissement ;
- La gestion pour compte propre et divers

Sur l'exercice 2006, l'ensemble des métiers du groupe Crédit Agricole S.A. ont fortement accru (+ 20,6 %) leur contribution au résultat net part du Groupe, avec une hausse très marquée de celle des pôles gestion d'actifs, assurances et banque privée et banque de financement et d'investissement. La rentabilité des métiers s'accroît fortement avec un ROE de 20,4 %.

Contribution des métiers au résultat net part du groupe de Crédit Agricole S.A.

(en millions d'euros)	31 déc 2005	31 déc 2006	31 mars 2007
Banque de proximité en France – Caisses régionales	778	759	240
Banque de proximité en France - LCL	590	679	151
Banque de détail à l'international	439	530	73
Services financiers spécialisés	401	463	152
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	1 225	1 566	441
Banque de financement et d'investissement	1 253	1 656	539
Gestion pour compte propre et divers	(795)	(733)	1 059
TOTAL	3 891	4 920	2 655

1. Banque de proximité en France – Caisses régionales de Crédit Agricole

Pour l'année 2006, la contribution des Caisses régionales au résultat net consolidé de Crédit Agricole S.A. s'établit à 759 millions d'euros après 778 millions d'euros en 2005.

Dans un environnement fortement concurrentiel, marqué par une forte pression sur les marges et des niveaux de taux longs historiquement bas, les résultats du pôle reflète la vitalité de l'activité des Caisses régionales, une bonne maîtrise des charges d'exploitation et une couverture prudente des risques. Les résultats opérationnels sont en progression continue.

Les encours de collecte bilan et hors-bilan ont progressé de 6,1 % sur un an, pour dépasser 485 milliards d'euros en fin d'année. Cette progression est liée aux performances obtenues sur les dépôts bancaires (comptes à terme et comptes sur livrets notamment) ainsi que sur les produits de hors bilan, en particulier l'assurance-vie qui bénéficie d'un très bon niveau de collecte sous l'effet notamment du recyclage de l'épargne logement.

L'activité de crédit des Caisses régionales a été très dynamique : 68,9 milliards d'euros de prêts nouveaux ont été réalisés, dépassant de 11 % le volume déjà très élevé de 2005 et générant une croissance forte des encours bruts de crédit de 10,7 % par rapport à 2005.

Le résultat brut d'exploitation des Caisses régionales atteint 5 237 millions d'euros. Sa progression de 5,2 % par rapport à 2005 résulte de la hausse de 3,6 %, à 12,8 milliards d'euros, du produit net bancaire (hors dividendes et assimilés reçus de Crédit Agricole S.A.) et de charges d'exploitation bien maîtrisées (+ 2,4 %) à 6,8 milliards d'euros.

L'augmentation de la charge du risque (+ 29 %) à 836 millions d'euros reflète principalement une politique de renforcement des provisions par les Caisses régionales fondée notamment sur la méthodologie Bâle II. Le coût du risque reste cependant faible : il représente 33 point de base des emplois pondérés.

Au cours du premier trimestre 2007, l'activité des Caisses régionales est restée dynamique et leur contribution au résultat net de Crédit Agricole S.A. (240 millions d'euros) est en hausse de 8,4 %, hors impacts liés à l'épargne logement.

2. Banque de proximité en France – LCL

Le réseau LCL conforte **en 2006** les résultats déjà très satisfaisants enregistrés en 2005 avec une progression du résultat brut d'exploitation supérieure à 14 %. Dans un environnement très concurrentiel, LCL a poursuivi sa dynamique commerciale, appuyée par des offres innovantes et la nouvelle marque lancée fin août 2005.

Les encours de ressources de bilan et hors-bilan progressent de 4,9 % atteignant 133,1 milliards d'euros fin 2006. L'assurance vie demeure le support privilégié de placement avec une collecte de 5,4 milliards d'euros et des encours atteignant 36,3 milliards d'euros fin 2006, en progression de 10,8 % ; les livrets enregistrent aussi une très bonne performance (+ 14,2 %).

L'activité crédit s'est vivement accélérée en 2006, avec une progression de 14,4 %, portant les encours à 61,6 milliards fin 2006. Cette bonne performance s'explique, d'une part par l'amplification de la dynamique du crédit à l'habitat, et d'autre part, par l'activité de crédit aux entreprises qui se renforce nettement.

Ce dynamisme commercial se traduit par un produit net bancaire de 3 652 millions d'euros, en hausse de 4,3 %. Les charges d'exploitation sont stables à 2 495 millions d'euros (+ 0,3 % sur un an) et le coefficient d'exploitation se réduit à nouveau de 2,7 points en un an, à 68,3 % sur 2006.

La charge du risque reste à un niveau faible : 33 points de base sur les engagements pondérés. Le résultat net part du Groupe (679 millions d'euros) affiche une hausse de 15,2 % par rapport à 2005, dégagant un rendement des fonds propres de 25,9 %.

Le premier trimestre de l'année 2007 témoigne pour LCL de la consolidation de ses fondamentaux dans un environnement toujours très concurrentiel. Le résultat net part du Groupe de LCL s'établit à 151 millions d'euros sur le trimestre, soit un accroissement de 7,9 % sur la période, hors épargne logement.

3. Banque de détail à l'international

En 2006, le pôle Banque de détail à l'international s'est fortement développé par croissance externe, dans la ligne du plan de développement 2006-2008. Deux investissements majeurs dans la zone euro permettent de transformer les positions du Groupe en Grèce et en Italie de participations minoritaires en filiales contrôlées : en août, l'acquisition de la banque grecque Emporiki Bank S.A. puis l'annonce en octobre 2006, pour une réalisation en 2007, de celle de Cariparma, de FriulAdria et de 202 agences de Banca Intesa pour former un ensemble de 663 agences en Italie.

Le Groupe a également poursuivi sa politique d'acquisition de petites structures dans des pays dans lesquels les taux de bancarisation progressent rapidement : en Egypte, en Ukraine et en Serbie.

Les investissements de 2006 se traduisent par une croissance forte du résultat brut d'exploitation du pôle qui atteint 199 millions d'euros en 2006 contre 50 millions en 2005. Il résulte d'un produit net bancaire multiplié par 2,6 à 824 millions d'euros et de charges d'exploitation à 625 millions d'euros (x 2 ,3).

Bien que limitée à un trimestre et demi, la contribution d'Emporiki est prépondérante avec un résultat brut d'exploitation de 121 millions d'euros. Crédit Agricole Egypt dégage un résultat brut d'exploitation de 28 millions d'euros pour 6 mois d'activité de EAB seul et 4 mois après regroupement avec Calyon Egypt. Quant à Meridian Bank, son résultat brut d'exploitation est de 7 millions d'euros.

La contribution du pôle au résultat net du Groupe est encore essentiellement imputable aux résultats des participations mises en équivalence - Banca Intesa, Banco Espírito Santo, S.A. Crédit Agricole Belgique et Banco del Desarrollo notamment - qui s'élèvent à 522 millions d'euros, en hausse de 15,4 % par rapport à 2005.

L'impôt sur les bénéfices, d'un montant de 76 millions, intègre une charge exceptionnelle de 54 millions d'euros liée à de nouvelles dispositions fiscales en Grèce.

Au total, le résultat net part du Groupe atteint 530 millions d'euros en progression de 20,6 % par rapport à celui de 2005, conduisant à un ROE de 15,4 %.

Sur le trimestre 2007, le résultat net part du Groupe du pôle ressort à 73 millions d'euros, la baisse par rapport au résultat du premier trimestre 2006 s'expliquant par la fin de la consolidation par mise en équivalence d'Intesa ; la participation résiduelle dans ce groupe, un peu supérieure à 5 %, est désormais comptabilisée dans le pôle compte propre et divers.

Le pôle banque de détail à l'international est en transformation rapide suite aux investissements décidés au cours de l'année 2006 : le périmètre est fortement modifié ainsi que la contribution des nouvelles entités. Crédit Agricole S.A. dispose désormais hors de France, de 2 réseaux domestiques dans 2 pays de la zone euro : Emporiki en Grèce et le groupe Cariparma/FriulAdria en Italie.

4. Services financiers spécialisés

L'année 2006, pour le pôle Services financiers spécialisés, a été une année de développement et de conquêtes. L'activité dans les trois métiers - crédit à la consommation, crédit-bail et affacturage - a fait preuve d'innovation et de dynamique commerciale, renforçant ainsi leurs positions de leader en France et à l'international. L'acquisition de 50 % de Fiat Auto Financial services (FAFS) en fin d'année constitue une avancée majeure et permet d'étendre à 19 pays européens la présence du Groupe en crédit à la consommation.

Le pôle enregistre une nouvelle progression régulière de ses activités et de ses résultats sur l'année 2006.

La production annuelle du crédit à la consommation a enregistré une solide croissance (+ 8,2 %) sur l'année 2006, dépassant 25 milliards d'euros dont 43 % réalisés hors de France. Ce déploiement à l'international s'opère grâce à la forte croissance organique des filiales, au renforcement des partenariats internationaux et à l'implantation sur de nouveaux territoires. A fin décembre 2006, les encours gérés s'élèvent à 49,5 milliards d'euros, en très forte hausse de 33,4 % sur un an (+ 11 % avant l'intégration de FAFS).

Dans le domaine du crédit-bail, Crédit Agricole Leasing et EFL ont affirmé leur présence en 2006 avec un volume de production annuelle totale de 4,4 milliards d'euros, en hausse de 3,5 %. L'activité d'affacturage poursuit sa dynamique de croissance avec un chiffre d'affaires factoré de 35 milliards d'euros en progression de 13,7 % par rapport à 2005, dans un marché très concurrentiel.

Sur l'année 2006, le produit net bancaire de l'ensemble du pôle augmente de 6,9 % par rapport à 2005 à 2 637 millions d'euros. L'augmentation de 7,6 % des charges d'exploitation est liée au développement des activités internationales et de la croissance externe. Le résultat brut d'exploitation affiche une croissance de 6,2 % pour atteindre 1 248 millions d'euros et le coefficient d'exploitation reste inférieur à 53 %.

Le coût du risque reste au niveau faible de 421 millions d'euros; sa hausse limitée (+ 5,9 %) est liée au développement de l'activité, à l'étranger notamment.

Après prise en compte de la dépréciation de l'écart d'acquisition sur Crédit Agricole Leasing, le résultat net part du Groupe ressort à 463 millions d'euros, en progrès de 15,3 % sur celui de 2005 et le rendement des fonds propres s'établit à 22,3 %.

Au cours du 1^{er} trimestre 2007, ce pôle a poursuivi sa croissance à un rythme soutenu dans les trois métiers du crédit à la consommation, de l'affacturage et du crédit-bail. Il enregistre un résultat net part du Groupe de 152 millions d'euros en progression de 19,6 % sur la même période de 2006.

5. Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Les métiers de gestion d'actifs, banque privée et assurances enregistrent en **2006** une vive progression de leur activité commerciale et de leurs résultats : une collecte nette très élevée, des encours cumulés sous gestion (hors double comptes) de 637 milliards d'euros (+ 13,2 % sur un an) et un résultat net part du groupe en hausse de 27,9 % à 1 566 millions d'euros conduisant à un ROE de 21,7 %.

En gestion d'actifs, l'encours total du Groupe dépasse 551 milliards d'euros fin décembre 2006, en croissance de 12,2 % sur un an. La collecte nette de l'exercice a été d'un excellent niveau (46 milliards d'euros hors Italie). Le développement à l'étranger se poursuit.

Dans le domaine des services financiers aux institutionnels, plus d'un an après sa création, CACEIS enregistre des succès commerciaux et de bons résultats financiers. Les encours en conservation atteignent 1 787 milliards d'euros et se sont accrus de 16 %. Les encours sous administration, pour leur part, représentent 860 milliards d'euros, en hausse de 15 %.

En banque privée, l'année 2006 aura été celle de la croissance organique pour tirer parti du dispositif réorganisé, tant en France qu'à l'international. La fortune gérée représente en fin d'exercice un encours de près de 88 milliards d'euros, en croissance de 10,5 % sur un an.

En assurances, le Groupe enregistre d'excellentes performances commerciales sur l'ensemble des gammes de produits et dans tous les réseaux de distribution. En assurance vie, les bons résultats viennent conforter la position de second assureur vie en France. Le chiffre d'affaires total (non compris les contrats prorogés et transferts Fourgous) réalisé par Prédica, Finaref Vie et BES Vida s'élève à 24,6 milliards d'euros. Dans le domaine des assurances dommages, le Groupe enregistre en 2006 une croissance extrêmement rapide et maintient sa place de second bancassureur sur le marché de l'IARD en France. Le chiffre d'affaires réalisé atteint 1 483 millions d'euros, en hausse de 22,4 %. Pacifica a commercialisé 1,272 million de nouveaux contrats en 2006 (+14,6 %) et Finaref près de 1,261 million, soit 32 % de plus qu'en 2005.

Au total, la croissance du produit net bancaire du pôle est très forte : 16,2 % sur un an (+ 11,7 % à périmètre constant) à 3 873 millions d'euros. Les charges de fonctionnement augmentent de 14,7 % à 1 680 millions d'euros, évolution ramenée à 9,6 % hors impacts de périmètre. Le résultat brut d'exploitation du pôle s'inscrit en forte progression (+ 17,4 %) par rapport à 2005 à 2 193 millions d'euros (+ 13,3 % hors impact de l'élargissement du périmètre). Le coefficient d'exploitation s'améliore à 43,4 %. Le résultat des sociétés mises en équivalence passe de 28 millions en 2005 à 46 millions d'euros en 2006, soit une progression de 63,2 %, provenant principalement de la contribution des filiales d'assurances portugaises.

Le pôle Gestion d'actifs, assurances et banque privée enregistre un excellent **premier trimestre 2007** ; le dynamisme commercial de l'ensemble des activités du pôle se traduit par une augmentation sensible par rapport au premier trimestre 2006 du produit net bancaire de 8,2 % et une progression forte de sa contribution au résultat net du Groupe de 19,0 % à 441 millions d'euros.

6. Banque de financement et d'investissement

Pour la banque de financement et d'investissement, l'année 2006 est marquée par un renforcement des positions dans l'ensemble des métiers, situant Calyon parmi les meilleures BFI européennes, avec des performances en forte hausse par rapport à 2005 : hausse de 22,4 % du produit net bancaire à 5 456 millions d'euros, de 30,0 % du résultat brut d'exploitation à 2 135 millions d'euros et de 32,2 % du résultat net part du Groupe à 1 656 millions d'euros conduisant à un ROE de 20,9 %.

Dans une conjoncture globalement porteuse mais marquée par une pression persistante sur les marges, la banque de financement a préservé en 2006 le niveau de rentabilité de ses actifs pondérés en accroissant son volume d'affaires et en organisant une rotation accélérée de son portefeuille. Le produit net bancaire enregistre une progression de 14 % à 2 135 millions d'euros. Les financements structurés ont connu une dynamique commerciale très soutenue, surtout en leverage finance, en financements immobiliers et en commerce international. La syndication a conforté son positionnement dans le Top 10 mondial en arrangeant un nombre croissant de transactions de taille significative.

Compte tenu d'une augmentation des charges d'exploitation limitée à 7,3 %, le résultat brut d'exploitation augmente de 19,2 % à 1 260 millions d'euros et le coefficient d'exploitation s'améliore de 2,5 points pour s'établir à 41 %. Le résultat net part du Groupe enregistre une hausse de 21 % pour s'inscrire à 1 043 millions d'euros portant le rendement des fonds propres alloués après impôts à 18,6 %.

La banque de marchés et d'investissement a généré, en 2006, un produit net bancaire de 3 321 millions d'euros, en hausse de 28,6 %. L'année a consacré l'excellente performance des activités de dérivés de taux, l'essor des dérivés de crédit et de Collateralised debt obligations (CDO) et la croissance régulière poursuivie par les dérivés actions conformément au plan de développement.

En courtage, 2006 s'est révélée être une année record, tant pour les activités sur actions conduites par CA Cheuvreux et CLSA que pour celles sur dérivés listés développées par Calyon Financial. Ces activités ont apporté un niveau de revenus historiquement élevé, en hausse de 33 % par rapport à 2005.

La banque d'investissement a conclu des transactions significatives, notamment en Europe, tout en renforçant son dispositif et en le déployant davantage à l'international.

Les charges d'exploitation s'établissent à 2 446 millions d'euros (+ 22,4 %). Outre l'évolution des rémunérations variables en lien avec l'activité, cette croissance traduit les efforts d'investissement significatifs entrepris en vue d'optimiser les systèmes d'information des marchés de capitaux et de renforcer les effectifs.

Le résultat brut d'exploitation affiche une croissance de 49,5 % à 875 millions d'euros et le coefficient d'exploitation diminue de presque 4 points pour s'établir à 73,7 %.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 613 millions d'euros, en très forte progression (+ 56,9 %) par rapport à celui de 2005 et le ROE s'établit à 26,4 %.

La banque de financement et d'investissement a réalisé un excellent **premier trimestre 2007** ; elle a bénéficié d'une vigoureuse dynamique commerciale dans toutes ses composantes et enregistré des résultats records : le résultat net part du Groupe atteint 539 millions d'euros en progrès de 16,7 % sur celui du 1^{er} trimestre 2006.

7. Gestion pour compte propre et divers

La contribution du pôle Gestion pour compte propre et divers au résultat net part du Groupe s'améliore passant de - 795 millions d'euros en 2005 à - 733 millions d'euros en 2006.

Cette évolution positive provient principalement des activités de Private Equity (capital investissement, haut de bilan et opérations de corporate finance) qui génèrent un produit net bancaire de 165 millions d'euros contre 91 millions d'euros en 2005 soit une hausse de 80,7 %.

Compte tenu de charges d'exploitation stables d'une année sur l'autre, le résultat brut d'exploitation du métier fait plus que doubler par rapport à l'exercice précédent (à 139 millions d'euros, + 114 %). La contribution du métier s'élève à 126 millions d'euros en 2006 contre 59 millions d'euros en 2005.

Hors les activités de Private Equity, le pôle enregistre une augmentation des revenus de la gestion financière liés aux reprises de provisions épargne logement et aux activités de portefeuille de placement. A l'inverse, il inclut un accroissement de 148 millions d'euros des coûts de financement liés aux acquisitions réalisées par Crédit Agricole S.A., ainsi que de moindres résultats de la gestion ALM.

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'accroît de 57 millions d'euros d'un exercice à l'autre grâce à la forte croissance du résultat d'Eurazeo, participation cotée.

Sur le premier trimestre 2007, le résultat net part du Groupe du pôle s'élève à 1 059 millions d'euros. Le produit net bancaire du pôle représente 239 millions d'euros ; il inclut la plus value de cession (448 millions d'euros) des titres Intesa ; hors cette plus value et hors les reprises de provisions épargne logement, il est en baisse d'environ 50 millions d'euros sur celui du 1^{er} trimestre 2006 en raison, principalement des coûts de financement relatifs aux acquisitions. Le pôle enregistre, par ailleurs, un résultat net sur autres actifs correspondant à la plus value de dilution sur Intesa pour 1 043 millions d'euros.

e) Gestion des risques dans le groupe Crédit Agricole S.A. : facteurs de risques, pilotage et exposition aux risques

1) Le contrôle interne

A la suite de l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006 des modifications du règlement 97-02 sur le contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, des évolutions sont intervenues dans l'organisation des dispositifs de contrôle interne du Groupe, tant en ce qui concerne la réorganisation des fonctions de contrôle dédiées, qu'en matière de renforcement des activités de contrôle opérationnelles et de structuration de leurs reportings.

2) L'organisation de la conformité

Des mesures organisationnelles ont été prises dans le groupe Crédit Agricole S.A. pour se mettre en conformité avec certaines dispositions de l'arrêté du 31 mars 2005 modifiant le règlement n° 97-02 relatif au contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et ont donné lieu à la nomination de Responsables Conformité ainsi qu'au rapprochement du département Sécurité Financière et de la direction de la Conformité-Déontologie pour former la Direction de la Conformité.

Les dispositifs de prévention du blanchiment ont pris en compte les évolutions législatives et réglementaires. En particulier, le champ des déclarations de soupçon de blanchiment des capitaux couvre, au-delà du trafic des stupéfiants et des activités criminelles organisées, la corruption et la fraude aux intérêts financiers des communautés européennes. Ces thèmes ont été intégrés dans les procédures.

En 2006, la Direction de la Conformité a suivi l'application opérationnelle dans les entités du groupe Crédit Agricole S.A. du programme renforcé de contrôle de Conformité, demandé par la Commission Bancaire et par la Réserve Fédérale des Etats-Unis,

3) Le contrôle périodique

L'inspection générale Groupe, directement rattachée au directeur général de Crédit Agricole S.A., est le niveau ultime de contrôle au sein du Groupe Crédit Agricole. Dans le cadre des évolutions du dispositif de contrôle interne rendues nécessaires par les évolutions réglementaires, elle a depuis le 1^{er} janvier 2006 pour responsabilité exclusive d'assurer le contrôle périodique du Groupe Crédit Agricole au travers des missions qu'elle mène et le pilotage de la ligne métier audit-inspection du Groupe Crédit Agricole S.A. qui lui est hiérarchiquement rattachée.

4) Les risques et le contrôle permanent

- Organisation de la fonction « Risques et contrôle permanent » au sein du Groupe.
- Le dispositif de surveillance des risques au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales.
- Le Projet Bâle II.
- L'évolution du périmètre de contrôle interne d'activité.
- Le risque de crédit :

Les grands risques de contrepartie : fin 2006, les engagements en risques du groupe Crédit Agricole S.A. auprès de ses grandes contreparties non bancaires (celles sur lesquelles les engagements cumulés dépassent 500 millions d'euros) s'élèvent à 110 milliards d'euros pour une centaine de groupes ; les engagements auprès des 20 groupes les plus importants totalisant un montant de 45 milliards d'euros dont 6 milliards d'euros sur deux établissements publics français non industriels.

La politique de provisionnement et la couverture des risques

- Les risques de marchés : la VaR totale du groupe Crédit Agricole S.A. s'élève à 19 millions d'euros au 31 décembre 2006.
- La gestion du bilan

Le risque de taux d'intérêt global :

La Direction financière du groupe Crédit Agricole S.A. participe aux Comités actif-passif des filiales portant un risque de taux d'intérêt global significatif et assure l'harmonisation des méthodes et des pratiques au sein du Groupe ainsi que le suivi des limites allouées à chacune de ces entités. Elle consolide le risque de taux d'intérêt global de Crédit Agricole S.A. et de ces filiales.

La sensibilité globale du PNB sur 2007 à une variation des taux d'intérêt (principalement une hausse) s'élève à 0,36 % du PNB de référence (2006) du groupe Crédit agricole S.A. La valeur actuelle nette de la perte encourue sur les 10 prochaines années en cas de variation défavorable de la courbe des taux de 100 points de base est inférieure à 1 % des fonds propres (tier 1 + tier 2) du groupe Crédit Agricole S.A.

Le risque de liquidité :

Au 31 décembre 2006, le ratio de liquidité de Crédit Agricole S.A. s'élève à 111 % contre 104 % au 31 décembre 2005.

- Les risques opérationnels.
- Les risques juridiques.

f) Crédit Agricole S.A. a lancé une augmentation de capital au début de l'année 2007:

CRÉDIT AGRICOLE S.A. a réalisé une augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, pour un montant de 4.005.337.152,50 euros (prime d'émission incluse).

L'augmentation de capital a eu pour but de permettre à Crédit Agricole S.A. de financer sa quote-part du prix d'acquisition des réseaux italiens de Cassa di Risparmio di Parma e Piacenza et Banca Popolare FriulAdria, ainsi que 202 agences de Banca Intesa (soit 663 agences au total). Cette acquisition, dont le montant total s'élève à 5,96 milliards d'euros, sera financée à hauteur de 4,47 milliards d'euros (soit 75% du total) par la Société, dont 3 milliards d'euros par l'augmentation de capital close le 23 janvier dernier, ainsi qu'à hauteur de 596 millions d'euros (soit 10% du total) par Sacam International (filiale des Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel).

Cette acquisition qui a eu lieu au premier trimestre 2007, avec l'accord des autorités Italiennes et des autorités européennes de la concurrence, a permis en outre à Crédit Agricole S.A. d'améliorer ses ratios prudentiels et de conserver sa flexibilité financière.

La souscription des actions nouvelles a été réalisée au prix de 26,75 euros par action (3 euros de nominal et 23,75 euros de prime d'émission) à raison de UNE action nouvelle pour DIX actions anciennes. Le prix de souscription fait apparaître une décote de 16,51 % par rapport au cours de clôture de l'action Crédit Agricole S.A. du 27 décembre 2006.

Le règlement-livraison des actions nouvelles a eu lieu le 6 février 2007. SAS Rue La Boétie (contrôlée à 99,99 % par les Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel), qui détient 54,73% du capital et 55,26% des droits de vote de Crédit Agricole S.A., a souscrit à titre irréductible à la présente augmentation de capital à hauteur de la totalité de ses droits préférentiels de souscription et à concurrence du solde du montant de l'émission

D - RESUME DES FACTEURS DE RISQUES

A) Facteurs de Risques liés à l'Emetteur

1) Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risques, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société RADIANT et les émissions réalisées par les Caisses régionales.

2) Dispositif de contrôle interne général

- Le conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossement en taux et en marge de la société est assuré. Il Approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne
- L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant ;

3) La qualité de crédit de l' Emetteur

Les titres subordonnés constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'Emetteur. Le principal des Titres subordonnés Remboursables constitue une dette subordonnée de l'Emetteur. Les intérêts sur les Titres Subordonnés Remboursables constituent une dette chirographaire de l'Emetteur.

En achetant les Titres Subordonnés Remboursables, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

B) Facteurs de risques liés au Garant

1) Facteurs pouvant affecter la capacité du Garant à remplir ses obligations

Les événements imprévus/de force majeure, tels que les catastrophes naturelles graves, attaques de terroristes ou d'autres états d'urgence peuvent mener à une interruption brusque des opérations du Garant et peuvent causer des pertes substantielles. De telles pertes peuvent concerner la propriété, les actifs financiers, les positions commerciales et les employés principaux.

De tels événements imprévus/de force majeure peuvent également entraîner des coûts additionnels et augmenter les coûts du Garant. De tels événements peuvent également rendre indisponible la couverture pour certains risques et augmenter ainsi le risque du Garant.

2) La qualité de crédit du Garant

Le Garant émet un grand nombre d'instruments financiers sur une base globale et, à tout moment, les instruments financiers émis peuvent représenter un montant important. En achetant les titres, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit du Garant et de nulle autre personne.

Les situations décrites ci-dessus peuvent avoir des conséquences négatives sur l'investissement dans les titres. Le Garant n'assume aucune responsabilité de quelque nature que ce soit pour ces conséquences et l'impact sur l'investissement.

C) Facteurs de Risques liés aux Titres subordonnés remboursables

1) Facteurs de Risque liés à la structure particulière des Titres Subordonnés Remboursables

Les Titres Subordonnés Remboursables ont des particularités qui peuvent impliquer certains risques pour les investisseurs potentiels

Titres Subordonnés Remboursables

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'Emetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables

Les risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables sont décrits brièvement ci-dessous :

La Directive de l'Union Européenne sur l'épargne

Si, suite à l'entrée en vigueur de la Directive de l'Union Européenne sur l'Epargne, un paiement doit être fait ou encaissé dans un Etat Membre qui a opté pour le système de retenue à la source et une taxe ou un montant relatif à une taxe doit être retenu de ce paiement, ni l'Emetteur ni un quelconque agent payeur ni aucune autre personne ne sera obligé(e) de payer une somme supplémentaire au titre des Titres Subordonnés Remboursables du fait de l'application de cette retenue à la source .

Changement de loi

Les modalités des Titres Subordonnés Remboursables sont fondées sur les lois en vigueur à la date du Prospectus . Aucune assurance ne peut être donnée sur l'impact d'une éventuelle décision de justice ou changement de loi ou de pratique administrative après la date du Prospectus.

Absence de conseil juridique ou fiscal :

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les Titres Subordonnés Remboursables.

2) Risques de marché et autres facteurs de risque

Risques liés au marché en général

Ci-dessous sont brièvement décrits les principaux risques de marché, y compris le risque de liquidité, le risque juridique, le risque de taux et le risque de crédit :

Le marché secondaire

Il existe un marché secondaire pour les Titres Subordonnés Remboursables mais il se peut qu'il ne soit pas très liquide. En conséquence, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs Titres Subordonnés Remboursables facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé. C'est dans ce contexte que l'Emetteur s'engage à racheter aux porteurs les Titres Subordonnés Remboursables et ce pendant toute leur durée de vie.

Considérations d'ordre juridique pouvant restreindre la possibilité de certains investissements

Les activités d'investissement de certains investisseurs sont sujettes à des lois et règlements spécifiques, ou à l'examen ou au contrôle par certaines autorités. Chaque investisseur potentiel doit consulter ses propres conseils juridiques pour déterminer si, et dans quelle mesure, (1) il peut légalement acheter les Titres Subordonnés

Remboursables (2), les Titres Subordonnés Remboursables peuvent servir de garantie pour diverses formes d'emprunt et, (3) d'autres restrictions s'appliquent pour l'achat ou la mise en garantie des Titres Subordonnés Remboursables. Les institutions financières doivent consulter leurs conseils juridiques ou leurs autorités de tutelle afin de déterminer le traitement adéquat des Titres Subordonnés Remboursables en vertu de toute règle d'exigence en fonds propres ou règle similaires.

Risques liés aux taux d'intérêt

Les Titres Subordonnés Remboursables porte intérêt à taux fixe. L'évolution des taux d'intérêt sur le marché peut affecter défavorablement la valeur des Titres Subordonnés Remboursables.

La baisse de notation de crédit de l'Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables

La notation de crédit de l'Emetteur est une évaluation de sa capacité à faire face à ses obligations de paiement, y compris celles résultant des Titres Subordonnés Remboursables. En conséquence, une baisse réelle ou anticipée dans la notation de crédit de l'Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables.

Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs

Les investisseurs doivent avoir une connaissance et une expérience suffisantes du secteur financier et des affaires pour évaluer les avantages et les risques à investir dans une émission de Titres Subordonnés Remboursables donnée ainsi qu'une connaissance et un accès aux instruments d'analyse afin d'évaluer ces avantages et risques dans le contexte de leur situation financière. Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas appropriés pour des investisseurs qui ne sont pas familiers avec les titres subordonnés. Les investisseurs doivent également disposer de ressources financières suffisantes pour supporter les risques d'un investissement dans les Titres Subordonnés Remboursables.

E - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

Documents accessibles au public

Les documents relatifs à la Société RADIANT et, en particulier, ses statuts, ses comptes, ses rapports présentés à ses Assemblées par le Conseil d'administration ou les commissaires aux comptes, peuvent être consultés au 91-93 boulevard Pasteur -75015 PARIS

CHAPITRE I

RESPONSABLE DU PROSPECTUS ET DU CONTROLE DES COMPTES

1. L'EMETTEUR

1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Olivier NICOLAS, Directeur Général de la société RADIANT S.A.

1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE AU TITRE DE L'EMETTEUR

J'atteste après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus excepté les pages 10 à 20 et 70 à 71 sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes de la société RADIANT avec les informations historiques ainsi qu'à la lecture d'ensemble du prospectus, excepté les pages 10 à 20 et 70 à 71.

Le Directeur Général de RADIANT S.A

Olivier NICOLAS

2. LE GARANT

2.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Georges PAUGET, Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

2.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE AU TITRE DU GARANT

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations relatives à Crédit Agricole S.A. contenues dans le présent prospectus pages 10 à 20 et 70 à 71 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes du Garant dans le présent prospectus et les informations financières historiques du garant ayant fait l'objet d'un rapport d'audit ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce prospectus.

Le Directeur Général de Crédit Agricole S.A

Georges PAUGET

1.3. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES DE L'EMETTEUR

Sont désignés pour 6 ans par l'Assemblée Générale Mixte du 18 juin 2002 :

Titulaire :

KPMG S.A 1, Cours Valmy-92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Société représentée par Monsieur Pascal BROUARD

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Paris

Suppléant :

Madame Francine MORELLI

1, Cours Valmy-92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX

1.4. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES DU GARANT

Titulaires

ERNST & YOUNG et Autres

Société représentée par Valérie MEEUS

41, rue Ybry - 92576 Neuilly sur Seine Cedex

Commissaires aux comptes membres de la
Compagnie régionale des Commissaires aux comptes
de Versailles

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

Société représentée par Gérard HAUTEFEUILLE

63, rue de Villiers – 92200 Neuilly-sur-Seine

Commissaires aux comptes membres de la
Compagnie régionale des Commissaires aux
comptes de Versailles

Suppléants

Société Picarle et Associés

11, allée de l'Arche

92400 Courbevoie

Pierre COLL

63, rue de Villiers

92200 Neuilly-sur-Seine

Barbier Frinault et Autres a été désigné en tant que Commissaire aux comptes titulaires par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006. La société, représentée par Valérie Meeus, est membre du réseau Ernst & Young depuis le 5 septembre 2002. Elle a pris le nom de Ernst & Young et Autres depuis le 1^{er} juillet 2006.

PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

PricewaterhouseCoopers Audit, représenté par Gérard HAUTEFEUILLE, est membre du réseau PricewaterhouseCoopers

Pierre Coll a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée Générale mixte du 17 mai 2006.

Alain Grosmann avait été nommé Commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a pris fin à l'issue de l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

La société **Picarle et Associés**, domiciliée 11, allée de l'Arche à Courbevoie (92400), a été nommée Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres, pour une durée de 6 exercices, par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

1.5. RESPONSABLES DE L'INFORMATION

De l'Emetteur : Olivier NICOLAS - Directeur Général de Radian

Du Garant : Gilles de MARGERIE – Directeur Finances Groupe

CHAPITRE II

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EMISSION

2.1. CADRE DE L'EMISSION

2.1.1. Autorisations

Suite à la publication de l'ordonnance n° 2004-604 du 24 juin 2004 portant réforme des valeurs mobilières, le Conseil d'Administration réuni le 20 septembre 2006 a décidé de procéder sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, à la création et à l'émission, en France ou à l'étranger, d'obligations ou de bons, notamment de bons d'options, précision faite que ces obligations pourront être subordonnées ou non, remboursables à terme fixe ou, au plus tard, lors de la dissolution de la société, assorties ou non de bons et indexées sur tout type d'index ou de valeurs mobilières dans la limite d'un montant maximum de 1 500 000 000 euros.

Le Directeur Général, Monsieur Olivier NICOLAS a donc décidé de faire partiellement usage de cette autorisation et de procéder à l'émission d'un emprunt d'un montant de 105 000 000 euros représenté par des titres subordonnés

2.1.2. Nombre, valeur nominale des titres, produit de l'émission

Le présent emprunt subordonné remboursable d'un montant nominal de 105 000 000 euros, est représenté par 105 000 000 titres subordonnés remboursables de un euro nominal.

Le produit brut minimum estimé de l'émission est de 105 024 150 euros.

Le produit net minimum de l'émission, après prélèvement sur le produit brut d'environ 1 522 500 euros correspondant aux rémunérations dues aux intermédiaires financiers et d'environ 36 000 euros correspondant aux frais légaux et administratifs, s'élèvera à 103 465 650 euros.

2.1.3. Tranches internationales ou étrangères

La totalité de l'émission est réalisée sur le marché français. Il n'y a pas de tranche spécifique destinée à être placée sur le marché international ou un marché étranger.

2.1.4. Droit préférentiel de souscription

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription à la présente émission.

2.1.5. Période de souscription :

La souscription sera ouverte du 15 juin au 6 juillet 2007 inclus et pourra être close sans préavis.

2.1.6. Organismes financiers chargés de recueillir les souscriptions

Les souscriptions en France seront reçues dans la limite des titres disponibles auprès des guichets des agences des Caisses Régionales de Crédit Agricole

2.2. CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS

2.2.0. Nature, forme et délivrance des titres émis

Les titres subordonnés sont émis dans le cadre de la législation française.

Les titres subordonnés pourront revêtir la forme nominative ou au porteur au choix des détenteurs.

Ils seront obligatoirement inscrits en comptes tenus, selon les cas, par :

- Crédit Agricole s.A. mandaté par la Société RADIAN pour les titres nominatifs purs ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres nominatifs administrés ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres au porteur.

Les titres subordonnés seront inscrits en compte le 6 juillet 2007.

Euroclear France assurera la compensation des titres entre teneurs de comptes.

2.2.1. Prix d'émission

100,023 % soit 1,00023 euro par titre subordonné, payable en une seule fois à la Date de Règlement.

2.2.2. Date de jouissance

6 juillet 2007.

2.2.3. Date de règlement

6 juillet 2007.

2.2.4. Taux nominal

4,80 %

2.2.5. Intérêt annuel

Les titres subordonnés rapporteront un intérêt annuel de 4,80 % du nominal, soit 0,0480 euro par titre subordonné payable en une seule fois le 6 juillet de chaque année et pour la première fois le 6 juillet 2008.

Les intérêts des titres subordonnés cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par l'Emetteur.

Les intérêts seront prescrits dans un délai de 5 ans.

2.2.6. Amortissement normal

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 6 juillet 2017 par remboursement au pair.

Le capital sera prescrit dans un délai de 30 ans à compter de la mise en remboursement.

Amortissement anticipé

L'Emetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des titres subordonnés par remboursement.

Toutefois, il se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés, soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange (selon la réglementation applicable), ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

Les titres subordonnés ainsi rachetés sont annulés.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable du secrétariat général de la Commission Bancaire pour effectuer des rachats en bourse dès que le montant cumulé de titres rachetés excédera 10 % du montant initial de l'emprunt ainsi que pour procéder à des offres publiques d'achat ou d'échange.

L'information relative au nombre de titres rachetés et au nombre de titres en circulation sera transmise annuellement à Euronext Paris SA pour l'information du public et pourra être obtenue auprès de l'Emetteur ou de l'établissement chargé du service des titres.

2.2.7. Taux de rendement actuariel brut à la date de règlement

4,80 %.

Sur le marché obligataire français, le taux actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition adoptée par le Comité de Normalisation Obligataire).

Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

2.2.8. Durée et vie moyenne : 10 ans à compter de la Date de Règlement.

2.2.9. Assimilations ultérieures

Au cas où l'Emetteur émettrait ultérieurement de nouveaux titres subordonnés jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, il pourra, sans requérir le consentement des porteurs et à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.

2.2.10. Rang de créance

Subordination du capital :

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Non subordination des intérêts :

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang :

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

2.2.11. Garantie

La garantie octroyée par Crédit Agricole S.A. est totale et subordonnée : le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires, est garanti irrévocablement pendant toute sa durée par Crédit Agricole S.A..

La mise en oeuvre de la garantie ainsi octroyée par Crédit Agricole S.A. ne pourra toutefois, en cas de liquidation du garant, avoir pour effet de privilégier les porteurs de titres des présentes émissions par rapport aux créanciers du garant détenteurs de titres ou de créances subordonnés. En conséquence, le remboursement des présents titres n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers du garant, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à ce dernier et des titres participatifs émis par lui ainsi que des titres dits « super subordonnés » prévus à l'article L.228-97 du code de commerce... Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par le garant tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

2.2.12. **Prise ferme**

La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par CALYON et Crédit Agricole S.A..

2.2.13. **Notation**

Cette émission ne fait pas l'objet d'une demande de notation

2.2.14. **Représentation des porteurs de titres**

Faisant application de l'article L 228-46 du Code de commerce, les porteurs de titres subordonnés sont groupés en une Masse jouissant de la personnalité civile.

Faisant application de l'article L 228-47 du Code de commerce sont désignés :

a) Représentant titulaire de la Masse des porteurs de titres subordonnés :

Monsieur : Philippe de LAMARZELLE

demeurant : COUPLEHAUT – 61560 COURGEoust

La rémunération du représentant titulaire de la Masse, prise en charge par l'Emetteur, est de 300 euros par an; elle sera payable le 6 juillet de chaque année et pour la première fois le 6 juillet 2008.

b) Représentant suppléant de la Masse des porteurs de titres subordonnés :

Monsieur Stéphane MONIN

demeurant : 3, rue du Sommet des Alpes – 75015 PARIS

La date d'entrée en fonction du représentant suppléant sera celle de réception de la lettre recommandée par laquelle le représentant titulaire restant en fonction, l'Emetteur ou toute autre personne intéressée lui aura notifié tout empêchement définitif ou provisoire du représentant titulaire défaillant; cette notification sera, le cas échéant, également faite, dans les mêmes formes, à la société débitrice.

En cas de remplacement provisoire ou définitif, le représentant suppléant aura les mêmes pouvoirs que ceux du représentant titulaire.

Il n'aura droit à la rémunération annuelle de 300 euros que s'il exerce à titre définitif les fonctions de représentant titulaire ; cette rémunération commencera à courir à dater du jour de son entrée en fonction.

Le représentant titulaire aura sans restriction ni réserve le pouvoir d'accomplir au nom de la Masse tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des porteurs de titres subordonnés.

Il exercera ses fonctions jusqu'à son décès, sa démission, sa révocation par l'assemblée générale des porteurs de titres subordonnés ou la survenance d'une incapacité ou d'une incompatibilité.

Son mandat cessera de plein droit le jour du dernier amortissement ou du remboursement général, anticipé ou non, des titres subordonnés. Ce terme est, le cas échéant, prorogé de plein droit, jusqu'à la solution définitive des procès en cours dans lesquels le représentant serait engagé et à l'exécution des décisions ou transactions intervenues.

En cas de convocation de l'assemblée des porteurs de titres subordonnés, ces derniers seront réunis au siège social de l'Emetteur ou en tout autre lieu fixé dans les avis de convocation.

Le porteur de titres subordonnés a le droit, pendant le délai de 15 jours qui précède la réunion de l'assemblée générale de la Masse de prendre par lui-même ou par mandataire, au siège de l'Emetteur, au lieu de la direction administrative ou, le cas échéant, en tout autre lieu fixé par la convocation, connaissance ou copie du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports qui seront présentés à l'assemblée.

Dans le cas où des émissions ultérieures de titres subordonnés offriraient aux souscripteurs des droits identiques à ceux de la présente émission et si les contrats le prévoient, les porteurs de titres subordonnés seront groupés en une Masse unique.

2.2.15. Régime fiscal

Le paiement des intérêts et le remboursement des titres subordonnés seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source et des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

Les personnes physiques ou morales doivent s'assurer de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. En l'état actuel de la législation le régime fiscal suivant est applicable. L'attention des porteurs est toutefois attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un résumé de ce régime et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal habituel.

1. - *Personnes physiques*

a) *Revenus*

En l'état actuel de la législation, les revenus de ces titres (intérêts et primes de remboursement) perçus par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont :

- soit pris en compte pour la détermination du revenu soumis :
 - . à l'impôt sur le revenu,
 - . à la contribution sociale généralisée de 8,2 % (articles 1600-O C et O E du Code Général des Impôts, ci-après CGI),
 - . au prélèvement social de 2,3 % (article 1600-O F bis du CGI),
 - . à la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (article 1600-O G et 1600-O L du CGI),
- soit, sur option, soumis à un prélèvement au taux de 16 % (article 125-A du CGI) libératoire de l'impôt sur le revenu auquel s'ajoutent :
 - . la contribution sociale généralisée de 8,2 % (articles 1600-O D et O E du CGI),
 - . le prélèvement social de 2,3 % (article 1600-O F bis du CGI),
 - . la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (article 1600-O G du CGI).

b) *Plus-values*

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées en incluant le coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont imposables dès le premier euro, lorsque le montant annuel global des cessions des valeurs mobilières dépasse, par foyer fiscal, le seuil de 20 000 euros par an (article 150-0-A et suivants du CGI).

Les plus-values sont imposables au taux de 16 % (article 200-A 2 du C.G.I.) auquel s'ajoutent la contribution sociale généralisée de 8,2 % (article 1600-O C et O E du C.G.I.), le prélèvement social de 2,3 % (article 1600-O F bis du CGI), la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (article 1600-O G du CGI) soit au total au taux de 27 %.

2. - *Personnes morales (régime de droit commun)*

a) *Revenus*

Les revenus courus de ces titres (intérêts et primes de remboursement) détenus par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont pris en compte pour la détermination de leur résultat imposable.

b) *Plus-values*

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées hors coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont prises en compte pour la détermination de leur résultat imposable au taux de droit commun.

2.3. ADMISSION SUR EUROLIST, NEGOCIATION

2.3.1. Cotation

Les titres subordonnés feront l'objet d'une demande d'admission sur « Eurolist d' Euronext Paris ». Leur date de cotation prévue est le 6 juillet 2007 sous le numéro de code valeur FR 0010482141.

2.3.2. Restriction à la libre négociabilité des titres

Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des titres subordonnés.

2.3.3. Bourse de Cotation

Les titres subordonnés émis sur le marché français par l'Emetteur sont cotés à la Bourse de Paris. Leur cotation est publiée sur Eurolist.

2.3.4. Cotation de titres de même catégorie sur d'autres marchés : sans objet.

2.4. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

2.4.1. Service financier

Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis.....), centralisé par CACEIS Corporate Trust. mandaté par l'émetteur sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes titres..

Le service des titres subordonnés (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust. mandaté par l'Emetteur.

2.4.2. Tribunaux compétents en cas de contestation

Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du nouveau Code de Procédure Civile.

2.4.3. Droit applicable

Les Titres subordonnés sont émis dans le cadre de la législation française

2.4.4. But de l'émission

Le produit de cette émission a pour but d'alimenter les Caisses Régionales de Crédit Agricole en fonds propres complémentaires et sera utilisé par RADIANT à la souscription de titres de même nature émis par ces Caisses régionales.

Les titres étant émis par des entités ayant statut d'établissement de crédit, ces émissions pourront également être intégrées dans les fonds propres surcomplémentaires au sens de la réglementation bancaire (point III de l'article 5 ter du règlement 90-02 relatif aux fonds propres) si les établissements concernés respectent l'engagement suivant :

- ni le principal, ni les intérêts de ces émissions subordonnées ne peuvent être remboursés ou payés si ce remboursement ou paiement implique que les fonds propres de l'établissement cessent alors de respecter l'exigence globale définie à l'article 2-1 de l'arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement.

L'émission de titres réalisée par RADIANT est couverte en tout état de cause par la garantie de Crédit Agricole S.A. selon les termes du point 2.2.11.

2.4.5. Informations de base

Il n'existe pas d'intérêt, y compris des intérêts conflictuels, pouvant influencer sensiblement sur l'émission ou l'offre des Titres Subordonnés Remboursables.

PREMIERE PARTIE : L'EMETTEUR

CHAPITRE III

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL

3.1. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR

3.1.0. Dénomination sociale : RADIAN

Siège social : 90, Boulevard Pasteur - 75015 Paris – Tél : 01 43 23 45 78

3.1.1. Forme : Société anonyme de nationalité française.

3.1.2. Législation : Elle est régie par le nouveau code de commerce sur les sociétés commerciales.

3.1.3. Date de constitution : 20 septembre 1989

Durée : 99 ans

3.1.4. Objet social (article 3 des statuts)

La société a pour objet de faciliter le financement à moyen et long terme de toutes opérations de quelque nature que ce soit, initiées par des sociétés ou des entreprises. A cet effet :

- elle procède à l'étude et à l'émission de bons ou emprunts subordonnés ou non de nature obligataire dont le produit, préalablement affecté ou non, est employé à la souscription ou l'acquisition de titres émis par les Caisses Régionales de Crédit Agricole,
- elle réalise toutes opérations financières, commerciales.

3.1.5. Registre du commerce et des sociétés : 352 020 150 R.C.S. Paris

Code APE : N° 671-E

3.1.6. Lieu où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la société

91-93, boulevard Pasteur - 75015 Paris

3.1.7. Exercice social

Du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

3.1.8. Répartition statutaire des bénéfices (article 26 des statuts)

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

La perte, s'il en existe, est inscrite, soit à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, soit sur un compte de réserves s'il en existe.

3.2. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL

3.2.1. Capital social

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 18 juin 1999 a décidé d'exprimer la valeur nominale de l'action RADIANT et le montant du capital social de la société RADIANT en euros. Ainsi, à compter du 18 juin 1999, la valeur nominale de l'action RADIANT a été fixée à 15 euros, et le montant du capital social à 750 000 euros, divisé en 50 000 actions entièrement libérées. Il n'existe actuellement aucun autre titre donnant accès au capital.

3.2.2. Capital autorisé non émis : sans objet

3.2.3. Titres non représentatifs du capital : aucun

3.2.4. Titres donnant accès au capital : sans objet

3.3. REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

3.3.1. Evolution du capital : le 25 juin 2002, SEGESPAR qui détenait 99,99% du capital a cédé ses actions à l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

3.3.2. Modifications intervenues dans la répartition du capital au cours des trois dernières années cf ci-dessus.

Présentation de la société RADIANT à l'intérieur du Groupe Crédit Agricole

La cession d'actions détenues par la société SEGESPAR a été réalisée le 25 juin 2002 au profit de l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 41 au 31 décembre 2006, sont représentées au sein du capital. 7 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social : CRCAM Nord Midi Pyrénées (3 481 actions, soit 6,96 %), CRCAM de Champagne-Bourgogne (3 434 actions, soit 6,87 %), CRCAM de Charente-Périgord (3 005 actions, soit 6,01 %), CRCAM de sud Rhône Alpes (2 838 actions, soit 5,68 %), CRCAM des Savoie (2 694 actions, soit 5,39 %), CRCAM du Midi (2 590 actions, soit 5,18 %) et CRCAM Pyrénées-Gascogne (2 537 actions, soit 5,07 %).

Au sein du Conseil d'Administration, présidé par un Directeur Général de Caisse Régionale, sont présentes 3 Caisses Régionales qui figurent parmi celles participant régulièrement aux émissions de titres effectuées par la SA RADIANT

3.4. MARCHE DES TITRES DE L'EMETTEUR

Se référer à 4.1.1.

Le Conseil d'Administration de la société RADIANT, dans sa séance du 16 avril 1999, a décidé le principe de la conversion, en unité d'un euro, des titres de créances émis avant le 31 décembre 1998 par RADIANT.

Avec l'accord du Conseil des Marchés Financiers, cette conversion a été effectuée le 10 juillet 1999, avec effet le 12 juillet 1999, et a porté sur 13 lignes de Titres Subordonnés Remboursables pour un encours de 10 274 336 000 F. converti en 1 566 312 317 titres d'un euro.

CHAPITRE IV

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR

4.1. PRESENTATION DE LA SOCIETE

4.1.0. Historique de la Société

Créée le 20 novembre 1989, sous le nom de VALINTER IV, la Société n'a exercé aucune activité jusqu'au mois de Novembre 1990.

L'Assemblée Générale Mixte du 2 novembre 1990 a simultanément changé la dénomination sociale de la Société en "RADIAN", l'a dotée d'un capital de F. 5 000 000 et en a modifié l'objet social.

4.1.1. Description de la Société

Bénéficiant de la garantie de Crédit Agricole S.A., la Société a maintenant pour vocation essentielle de procéder à des émissions publiques et privées de titres subordonnés pour le compte du Groupe Crédit Agricole.

Les fonds recueillis à l'occasion de ces émissions servent à la souscription de titres ayant les mêmes caractéristiques et émis par d'autres sociétés du Groupe.

De ce fait RADIAN a réalisé :

- 1/ En décembre 1990, une émission de 875 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables à conditions refixables d'une durée de 22 ans à un taux de 10,45 % pour le compte de 26 Caisses Régionales. Le 17 décembre 1998, les conditions de rémunération ont été refixées. Le 17 décembre 2005, les conditions de rémunération ont été refixées pour une dernière période de 7 ans à 3,43 .
- 2/ En avril 1991, une émission de Titres Subordonnés Remboursables à conditions refixables de 688 millions de francs à un taux de 9,60 % assimilable à la première tranche à partir de la date de refixation soit le 17 décembre 1998, d'une durée de 21 ans et 246 jours pour le compte de 19 Caisses Régionales. Le 17 décembre 1998, après assimilation, les conditions de rémunération ont été refixées. Le 17 décembre 2005, les conditions de rémunération ont été refixées pour une dernière période de 7 ans à 3,43 .
- 3/ En septembre 1991, une émission de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans en échange des Titres Participatifs émis par 85 Caisses régionales et la CNCA en octobre 1985.

Le nombre de Titres Participatifs émis par les Caisses régionales et la CNCA restant en circulation au moment de l'échange s'élevait à 2 500 000.

L'opération a fait l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 30 septembre 1991.

RADIAN, dûment mandaté par chaque co-émetteur de Titres Participatifs, a offert un Titre Subordonné Remboursable à un taux de 9,35 % sur 12 ans et une soulte de 110 F en espèces contre un Titre Participatif de 1.000 F.

Le nombre de Titres Participatifs apportés à l'échange a atteint 1.421.103 soit 56,84 % des titres en circulation. Les Titres Participatifs ainsi acquis par RADIAN ont été apportés intégralement aux Caisses régionales émettrices en échange de Titres Subordonnés Remboursables émis individuellement par chaque Caisse régionale selon le principe retenu pour les émissions classiques de RADIAN.

- 4/ En novembre 1991, une nouvelle émission de Titres Subordonnés Remboursables avec le choix pour les Caisses régionales d'opter pour une durée longue (21 ans) à conditions refixables ou pour la nouvelle souche à 11 ans et 316 jours créée à l'occasion de l'échange contre les Titres Participatifs en septembre 1991.

Le volume émis a atteint 721 millions de francs répartis en :

- 557 millions de francs à 11 ans 316 jours au taux de 9,35 % pour le compte de 20 Caisses régionales,
- 164 millions de francs à 21 ans au taux de 9,60 % pour le compte de 6 Caisses Régionales. Chacune de ces 2 lignes est assimilable à une ligne préexistante.

Chacune de ces 2 lignes est assimilable à une ligne préexistante.

La seconde ligne assimilable aux deux premières émissions refixables a fait l'objet d'une première refixation le 17 décembre 1998 pour 7 ans à 4,13 % et d'une deuxième refixation le 17 décembre 2005 pour une dernière période de 7 ans à 3,43 %.

- 5/ En juin 1992, une émission de 500 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 121 jours à un taux de 9,35 %, assimilable à la souche créée lors de l'échange de septembre 1991, pour le compte de 14 Caisses régionales.
- 6/ En décembre 1992, une émission de 795 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans à un taux de 8,65 % pour le compte de 21 Caisses régionales.
- 7/ En juin 1993, une émission de 527 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans à un taux de 7,50 % pour le compte de 15 Caisses régionales.
- 8/ En décembre 1993, une émission de 280 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 14 jours à un taux de 6,25 % pour le compte de 6 Caisses régionales.
- 9/ En juin 1994, une émission de 495 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 7 jours à un taux de 7,35 % pour le compte de 8 Caisses régionales.
- 10/ En septembre 1994, une émission de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans en échange des Titres Subordonnés Remboursables émis par 52 Caisses régionales en juin 1988.

Le nombre de Titres Subordonnés Remboursables émis par les Caisses régionales restant en circulation au moment de l'échange s'élevait à 344.800.

L'opération a fait l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 23 septembre 1994.

RADIAN, dûment mandaté par chaque co-émetteur de Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales, a offert un Titre Subordonné Remboursable à un taux de 8,25 % sur 10 ans et une soulte de F. 303 en espèces contre un Titre Subordonné Remboursable de Caisses régionales de F. 5 000.

Le nombre de Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales apportés à l'échange a atteint 94.633, soit 27,45 % des titres en circulation.

Les Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales ainsi acquis par RADIAN ont été apportés aux Caisses régionales émettrices en échange de Titres Subordonnés Remboursables émis individuellement par chaque Caisse régionale selon le principe retenu pour les émissions classiques RADIAN.

- 11/ En décembre 1994, une émission de 70 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 308 jours à un taux de 8,25 %, assimilable à la souche créée lors de l'échange de septembre 1994, pour le compte d'une Caisse régionale.
- 12/ En juin 1995, une émission de 100 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 8 ans 360 jours à un taux de 7,35 %, assimilable à la ligne 7,35 % émise en juin 1994, pour le compte d'une Caisse régionale.
- 13/ En septembre 1996, une émission de 620 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 6,50 %, pour le compte de 11 Caisses régionales.

- 14/ En octobre 1996, une émission de 1 345 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 6,00 %, pour le compte d'une filiale.
- 15/ En décembre 1996, une émission de 80 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 328 jours à un taux de 6,00 %, assimilable à la ligne 6,00 % émise en octobre 1996, pour le compte d'une Caisse régionale et d'une filiale.
- 16/ En juin 1997, une émission de 110 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 143 jours à un taux de 6,00 %, assimilable à la ligne 6,00 % émise en octobre 1996, pour le compte de deux Caisses régionales.
- 17/ En décembre 1997, une émission de 437 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 5,60 % pour le compte de cinq Caisses Régionales et d'une filiale.
- 18/ En décembre 1998, une émission de 1 075 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 4,50 %, pour le compte de onze Caisses régionales et de deux filiales.
- 19/ En avril 1999, une émission de 92 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 4,10% pour le compte d'une filiale.
- 20/ En juin 1999, une émission de 129,35 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,50% pour le compte de dix-huit Caisses régionales.
- 21/ En novembre 1999, une émission de 140,8 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,25 % pour le compte de dix-sept Caisses régionales.
- 22/ En juin 2000, une émission de 173,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,55 % pour le compte de dix-neuf Caisses régionales.
- 23/ En décembre 2000, une émission de 144,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,65 % pour le compte de dix Caisses régionales et une filiale.
- 24/ En mai 2001, une émission de 85 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,40 % pour le compte d'une filiale.
- 25/ En juin 2001, une émission de 71,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,65 % pour le compte de 12 Caisses Régionales.
- 26/ En novembre 2003, une émission de 113 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,50 % pour le compte de 11 Caisses Régionales.
- 27/ En novembre 2004, une émission de 77,2 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,10 % pour le compte de 5 Caisses Régionales.
- 28/ En juin 2005, une émission privée pré-placée de 200 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 15 ans ayant la première année un coupon fixe de 3,60 % puis les années suivantes des coupons indexés sur l'indice IPC des Prix à la Consommation français (hors Tabac)
- 29/ En novembre 2005, une émission de 110 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans au taux de 3,60 % pour le compte de 8 Caisses Régionales.
- 30/ En novembre 2006, une admission de 115 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,306 % pour le compte de 5 Caisses Régionales.
- 31/ En novembre 2006, une émission publique de 108 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans au taux de 4,05 % pour le compte de 7 Caisses Régionales.
- 32/ En décembre 2006, une admission de 395 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,346% pour le compte de 11 Caisses Régionales.

Depuis sa création et jusqu'au 31 décembre 1998, 6 emprunts émis par RADIANT SA restent en vie et leur encours au 31 décembre 2006 est de 4 674,8 millions de francs (équivalant en euros à 712,7 millions) et à compter du 1^{er} janvier 1999, la société a émis 14 lignes d'emprunts dont l'encours au 31 décembre 2006 est de 1 947,15 millions d'euros sous forme de Titres Subordonnés Remboursables répartis comme suit :

Date	Durée à l'émission : 22 ans	Durée à l'émission : ≤ 12 ans	Encours au 31 décembre 2006
Décembre 1990	875 millions de francs		133 392 885 euros
Avril 1991	688 millions de francs		104 884 919 euros
Décembre 1991	164 millions de francs		25 001 637 euros
Décembre 1997		437 millions de francs	66 620 217 euros
Juin 1998		1 475 millions de francs	224 862 292 euros
Décembre 1998		1 035,8 millions de francs	157 909 217 euros
Total émis en francs	1 727 millions de francs	<u>2 947,8 millions de francs</u>	
Avril 1999		92,000 millions d'euros	92 000 000 euros
Juin 1999		126,650 millions d'euros	126 650 000 euros
Novembre 1999		140,800 millions d'euros	140 800 000 euros
Juin 2000		168,500 millions d'euros	168 500 000 euros
Décembre 2000		144,500 millions d'euros	144 500 000 euros
Mai 2001		85,000 millions d'euros	85 000 000 euros
Juin 2001		71,500 millions d'euros	71 500 000 euros
Novembre 2003		113,000 millions d'euros	113 000 000 euros
Novembre 2004		77,200 millions d'euros	77 200 000 euros
Juin 2005		200,000 millions d'euros	200 000 000 euros
Novembre 2005		110,000 millions d'euros	110 000 000 euros
Novembre 2006		115,000 millions d'euros	115 000 000 euros
Novembre 2006		108,000 millions d'euros	108 000 000 euros
Décembre 2006		395,000 millions d'euros	395 000 000 euros
Total émis en euros		1 947,150 millions d'euros	2 659 821 167 euros

Tous les emprunts énumérés ci-dessus sont cotés à EURONEXT PARIS SA.. Leur cotation est publiée sur l' Eurolist.

4.1.2/ 4.1.3. Données chiffrées sur les volumes de production et ventilation du montant net du chiffre d'affaires au cours des trois derniers exercices : sans objet

4.1.4/ 4.1.5. Faits exceptionnels et litiges

Il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel ni aucune affaire contentieuse qui soit susceptible d'affecter de façon significative l'activité, les résultats et la situation financière de la Société RADIANT.

4.2. SITUATION DE DEPENDANCE

La Société RADIANT n'est dépendante à l'égard d'aucun brevet ou licence et d'aucun contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier. Toutes les opérations présentes et à venir bénéficient et bénéficieront systématiquement de la garantie de Crédit Agricole S.A..

4.3. EVOLUTION DES EFFECTIFS

La Société RADIANT n'a pas d'effectif.

4.4. POLITIQUE D'INVESTISSEMENTS

Aucun investissement n'est réalisé par la société RADIANT . En 2007, la société RADIANT reste l'instrument privilégié de levées de fonds propres complémentaires pour les Caisses Régionales.

4.5. FILIALES DE L'EMETTEUR

Sans objet

4.6. SITUATION DE L'EMETTEUR

Sans objet

4.7. RISQUES DE L'EMETTEUR

4.7.1 Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risques, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société RADIANT et les émissions réalisées par les Caisses régionales.

Risques juridiques

Il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité ou les résultats de la société RADIANT.

4.7.2 Dispositif de contrôle interne général

- Le conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossement en taux et en marge de la société est assuré. Il Approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne
- L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant ;

4.7.3 La qualité de crédit de l' Emetteur

Les titres subordonnés constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'Emetteur. Le principal des Titres subordonnés Remboursables constitue une dette subordonnée de l'Emetteur. Les intérêts sur les Titres Subordonnés Remboursables constituent une dette chirographaire de l'Emetteur.

En achetant les Titres Subordonnés Remboursables, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

4.7.3 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Pour la période couvrant les douze derniers mois, la société RADIANT n'a eu connaissance d'aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société.

4.8 Solvabilité : sans objet

4.9 Contrats importants : sans objet

CHAPITRE V

PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE, RESULTATS

COMPTES DE L'EXERCICE CLOS le 31 DECEMBRE 2006

I) RAPPORT DE GESTION

RADIAN
Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 750.000 euros
Siège social : Immeuble Cotentin
90, bd Pasteur
75015 PARIS
RCS Paris n°B 352 020 150

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006

Chers actionnaires,

Le présent rapport a pour objet de vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir, et de soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

SITUATION, ACTIVITE DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

I - LE MARCHE PRIMAIRE OBLIGATAIRE EN 2006

L'année 2006 a été marquée par :

- une remontée générale des taux longs européens surtout durant le 1^{er} semestre, ce mouvement s'inscrivant dans un environnement de reprise économique soutenue en Europe (la croissance s'est élevée à 2,7 % en moyenne, son meilleur niveau depuis 2000) et de relèvements réguliers des taux de la BCE ; une très légère baisse a pu cependant être observée au cours du 2^{ème} semestre, dans un courant assez volatile entretenu par les espoirs de baisse de taux de la Fed aux Etats Unis dans l'hypothèse d'un ralentissement de l'économie américaine qui aurait pu être plus accentué.
- le rendement de l'OAT 10 ans, dont le point le plus bas a été de 3,23 % le 18 janvier, a atteint son point le plus haut à 4,16 % le 5 juillet, pour terminer à 4 % à la fin de 2006.
- du côté des taux courts, la Federal Reserve a interrompu en juin 2006 son cycle de hausses commencé 2 ans plus tôt, avec un taux directeur plafonnant à 5,25 % ; la Banque Centrale Européenne elle a poursuivi les hausses de son taux directeur initiées à la fin de 2005 pour le porter à 3,5 % à la fin de 2006 ; ces deux politiques divergentes devraient être prolongées au 1^{er} semestre 2007, en se traduisant par la diminution du différentiel de taux entre les Etats Unis et l'Europe.
- les liquidités restant globalement abondantes, un effet de compression s'est exercé sur les spreads, que ce soit pour la dette privée subordonnée ou la dette des pays émergents.

En matière d'émissions obligataires avec appel public à l'épargne, le Crédit Agricole est resté en 2006 l'un des premiers acteurs majeurs parmi les banques françaises.

Crédit Agricole S.A. a levé 2,67 milliards d'euros, dont principalement 1,97 d'émissions senior, 0,54 d'émission de TSR, et accessoirement 122 millions d'euros d'obligations pour les entreprises et 37 millions d'euros d'emprunts structurés. Les 4 émissions senior ont été toutes à taux fixe sur 9 ou 12 ans, avec des clauses de remboursement anticipé au gré de l'émetteur au bout de 5 ans, 6 ans, 7 ans ou 8 ans.

L'émission de TSR a été à taux fixe sur 12 ans avec la possibilité pour l'émetteur de rembourser au bout de 6 ans.

Les 2 émissions pour les entreprises ont été à taux progressif semestriel sur 3 ans et 5 ans, avec une clause de remboursement anticipé semestriel.

Les 2 émissions structurées ont été réalisées sur 9 ans avec un taux indexé sur des indices boursiers et la possibilité d'un remboursement anticipé à partir de la 4^{ème} année selon l'évolution des indices.

L'ensemble de ces émissions a été placé par le réseau des Caisses régionales.

II – SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE EN 2006 ET PERSPECTIVES 2007

L'activité de la Société RADIANT a été particulièrement soutenue en 2006 : les Caisses régionales ont eu recours aux émissions de TSR pour des volumes importants au 2^{ème} semestre. Les émissions de TSR RADIANT ont contribué à l'amélioration du niveau des Ratios de Solvabilité (RSE) des Caisses régionales, qui en 2006 ont dû accompagner des progressions encore élevées des crédits principalement sur l'habitat et puis en fin d'année ont participé au financement de la croissance externe du Groupe Crédit Agricole. En effet, la contribution des Caisses régionales aux augmentations de capital de Crédit Agricole S.A. ou de structures porteuses des participations internationales vient en déduction de leurs fonds propres et affecte par la même leurs RSE.

Ainsi au 2^{ème} semestre 2006, la SA RADIANT a été sollicitée trois fois au total pour 618 M€ :

- en novembre, sous la forme d'une émission publique dans le réseau de 108 M€, d'une durée de 12 ans, avec un taux fixe de 4,05 % ; cette émission a été effectuée pour le compte de 7 Caisses régionales.
- en novembre également, sous la forme d'une émission privée de 115 M€ avec pour souscripteur PREDICA, d'une durée de 10 ans, avec un taux fixe de 4,306 % ; cette émission a été réalisée pour le compte de 5 Caisses régionales.
- fin décembre, sous la forme d'une seconde émission privée de 395 M€ avec également pour souscripteur PREDICA, d'une durée de 10 ans, avec un taux fixe de 4,346 % ; cette émission a été réalisée pour le compte de 11 Caisses régionales.

En janvier 2006, la SA RADIANT avait aussi souscrit à l'émission de TSR privés de la Caisse régionale de la Loire Haute Loire, pour 10 millions d'euros (cette Caisse n'avait pu émettre en novembre 2005 avec les autres Caisses émettrices faute d'avoir l'autorisation d'émettre par assemblée générale).

En 2006, 2 émissions sont arrivées à échéance, au total pour 328 M€ : la ligne 6,50 % septembre 1996, et la ligne 6 % octobre 1996.

Au début de 2006, la SA RADIANT a réalisé des rachats en Bourse pour le compte d'une Caisse régionale avec un montant total de 12,3 M€ annulés, dont 4,6 M€ sur la ligne 4,50 % décembre 1998, 2,7 M€ sur la ligne 4,50 % juin 1999 et 5 M€ sur la ligne 5,55 % juin 2000. La Société n'a pas procédé à des opérations financières sur les TSR émis dans le public sous la forme d'OPA ou d'OPE.

Au global, les encours des TSR RADIANT ont augmenté de 278 Millions d'€ au cours de l'année 2006.

En 2007, pour permettre aux Caisses régionales de maintenir des RSE élevés en levant des fonds propres complémentaires sous la forme de TSR, la SA RADIANT leur proposera à nouveau des émissions au rythme d'au moins une émission chaque semestre en fonction de leurs besoins.

PRESENTATION DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2006, que nous soumettons à votre approbation, ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

BILAN

Le total du bilan s'élève à 2,698 milliards d'Euros contre 2,424 milliards au 31 décembre 2005. Cette hausse s'explique d'une part par les trois émissions pour un montant de 618 millions d'euros et d'autre part par l'amortissement de deux lignes pour un montant de 328 millions d'euros.

Le portefeuille des valeurs mobilières a été soldé au premier semestre en raison de la rémunération à compter du 1^{er} janvier du compte bancaire.

Le montant du report à nouveau est de 142 958 euros qui proviennent de 150 342 euros de report à nouveau en 2005 diminué de 7 385 euros prélevés pour le paiement des dividendes en juin 2006 suite à la décision de l'AG ordinaire du 21 juin 2006.

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent à 889 356 euros contre 1 002 052 euros en 2005. Ce montant comprend principalement les commissions de garanties, de service financier et service titre sous forme de provisions passées pour l'ensemble des TSR Radian.

PRODUITS ET CHARGES

Le résultat d'exploitation s'élève à moins 6,17 millions d'Euros contre moins 5,98 millions en 2005. Ce résultat regroupe les commissions de service financier, titre et de garantie.

Le résultat financier s'élève à 6.59 millions d'euros.

Les produits financiers sont de 120,7 millions d'euros dont 116,5 millions d'intérêts de TSR émis par les Caisses Régionales et 4,2 millions d'autres intérêts et produits assimilés.

Les charges financières sont de 114,1 millions d'euros dont 112,3 millions d'intérêts de TSR émis par Radian et 1,8 million de dotations aux amortissements de primes de TSR publics.

Ces comptes font apparaître au 31 décembre un bénéfice fiscal de 264 459 euros et **un bénéfice comptable de 325 278 euros** contre 42 615 euros au 31 décembre 2005.

L'augmentation du résultat est due essentiellement à une augmentation sensible des produits nets.

Dans les produits, on note principalement :

- la hausse des commissions nettes sur émissions liée à la réalisation de 3 émissions d'un volume important sur le 2^{ème} semestre 2006, à laquelle s'ajoute une commission de montage particulière pour l'émission décalée d'une Caisse en janvier 2006 à hauteur de 48 000 €.
- l'augmentation des marges d'intérêts sur TSR, qui est liée :
 - * d'une part à la réduction des commissions de service financier versées par Radian, après leur alignement à partir du 1/6/2006 sur les conditions de place,
 - * d'autre part au rehaussement de la marge brute conservée par Radian pour les nouvelles émissions à compter du 2^{ème} semestre 2006.
- la rémunération depuis le début de l'année 2006 du compte bancaire.

Cette amélioration des performances financières de Radian est la conséquence des décisions du Conseil d'avril 2006 et des mesures de gestion. Celles-ci permettent d'assurer la continuité d'exploitation de la Société, indépendamment du volume d'activités nouvelles, et nonobstant un poste de taxes toujours élevées (notamment l'organic).

AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2006, s'élevant à 325 278 euros :

- Bénéfice de l'exercice :	325.278 euros
- Report à nouveau :	142.958 euros
Constituant un résultat distribuable de :	468.236 euros
- à titre de dividendes :	50.000 euros
- le solde, au compte de Report à nouveau :	418.236 euros

Le dividende de 1 euro par action serait mis en paiement au siège social à compter de ce jour.

RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis de Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice du bénéfice distribué	Dividende par action	Réfaction (art.243 bis CGI)	
		Montant éligible	Montant non éligible
Exercice clos le 31/12/2003	1 €	N /A	
Exercice clos le 31/12/2004	1 €	3 €	49 997€
Exercice clos le 31/12/2005	1 €	3 €	49.997 €
Exercice clos le 31/12/2006	1 €	3 €	49.997 €

DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas de dépenses non déductibles fiscalement en charge.

ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Néant

PRISES DE PARTICIPATION

Néant

PRISES DE CONTROLE

Néant

CESSION DE PARTICIPATIONS

Néant

SOCIETES CONTROLEES

Notre Société ne contrôle aucune société au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce.

ACTIONNARIAT

Nous vous indiquons conformément aux dispositions légales l'identité des actionnaires qui possèdent plus de 5% du capital social :

CRCAM Nord Midi Pyrénées : 3.481 actions, soit 6,96 % du capital social
CRCAM de Champagne-Bourgogne : 3.434 actions, soit 6,87 % du capital social
CRCAM de Charente-Périgord : 3.005 actions, soit 6,01 % du capital social.
CRCAM de Sud Rhône Alpes : 2.838 actions, soit 5,68 % du capital social.
CRCAM des Savoie : 2.694 actions, soit 5,39 % du capital social.
CRCAM du Midi : 2.590 actions, soit 5,18 % du capital social.
CRCAM Pyrénées-Gascogne : 2.537 actions, soit 5,07 % du capital social.

CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous allons maintenant vous donner lecture du rapport général de vos Commissaires aux comptes et de leur rapport spécial sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce.

Nous vous indiquons par ailleurs qu'aucune convention courante n'a été conclue à des conditions normales au titre de l'exercice écoulé.

RAPPORT SUR LE CONTROLE INTERNE

En application des dispositions de l'article L. 225-37 al.6 du Code de commerce, nous allons vous donner lecture du rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration ainsi que des procédures de contrôle mises en place par la Société.

Nous vous rappelons que ce rapport fera l'objet d'une mise en ligne sur le site de l'Autorité des Marchés Financiers, en application des articles L. 225-37 du Code de commerce et 221-7 du Règlement Intérieur de l'Autorité des Marchés Financiers.

INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX

Liste des mandats sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, al. 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées dans toutes sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société au cours de l'exercice écoulé :

▪ M. Olivier NICOLAS :

Administrateur au sein des sociétés CREDIT AGRICOLE LEASING, UNMAT, FINAMUR, CALYON Preferred Funding II LLC, CALYON Preferred funding LLC, Crédit Agricole Asset Management, BFT et FONCARIS.

Président et directeur général de Crédit AGRICOLE INTERNATIONAL EMPLOYEES

Représentant permanent de CREDIT AGRICOLE SA au sein des sociétés GPF et CREDIT LOGEMENT et SGFGAS.

Membre du Conseil de surveillance de la société SEFA.

Membre du Conseil de gestion des sociétés CA BOURSE, DELFINANCES, SACAM CONSOMMATION 1, SACAM CONSOMMATION 2, SACAM CONSOMMATION 3 et SOPAR.

▪ M. Jean PHILIPPE :

Directeur Général de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE PYRENEES GASCogne (CRCAMPG).

Administrateur des sociétés anonymes CREDIT AGRICOLE CHEUVREUX et FONCARIS (également membre du Comité des Engagements de FONCARIS).

Représentant permanent de la CRCAMPG, administrateur, au sein de la société anonyme GRAND SUD OUEST CAPITAL, et des sociétés espagnoles MERCAGENTES, MERCAGESTION, BANKOA.

Membre du Conseil d'Administration de CREDIT AGRICOLE SOLIDARITE ET DEVELOPPEMENT.

Membre du Conseil de surveillance de la société anonyme EUROFACTOR.

Membre de la Commission Politique Financière du CREDIT AGRICOLE.

▪ CAISSE REGIONALE PYRENEES GASCogne

Administrateur de la société anonyme GRAND SUD OUEST CAPITAL et des sociétés espagnoles MERCAGENTES, MERCAGESTION et BANKOA.

Président de la S.A.S. PG INVEST.

▪ CAAM GROUP :

Administrateur des sociétés CAAM OBLIG ETAT EURO, CAAM CONVERTIBLES EUROLAND

CAPITOP MONDOBLIG, CAAM MIDVALEURS EUROPE, CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT REAL ESTATE, CASAM, CAAM MONE CASH, CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT, CAAM OBLIG EMERGENTS, CAAM OBLIG 3-5 EURO, CAAM OBLIG INTERNATIONALES, CAAM MIDCAP EURO, CPR AM, CAAM OBLIG 5-7 EURO, VALINTER 14.

Président de la société par actions simplifiée FINASIC.

▪ **M. Jean-Yves COLLIN**

Administrateur des sociétés EMERGING MARKETS MANAGEMENT (EMM), CA LAZARD FINANCIAL PRODUCTS BANK, CAAM AI HOLDING, CAAM, CAAM HONG KONG LTD, CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT REAL ESTATE, CAAM JAPAN LTD et The Emerging Markets Strategic Management S.A.

Président des sociétés EUROPEAN PARTNERS IN EMERGING MARKETS (EPEM), FINASIC, CAPITOP MONDOBLIG, CPR AM et SEGESPAR FINANCE.

Membre Conseil de Surveillance de INTEGRAL DEVELOPMENT ASSET MANAGEMENT.

Directeur général délégué de CAAM GROUP.

▪ **M. François MACE**

Administrateur de la MERIDIAN BANK (société serbe)
Administrateur des sociétés par actions simplifiées SACAM FIRECA et PLEINCHAMP

▪ **CAISSE REGIONALE NORD DE FRANCE**

Administrateur des sociétés anonymes PARTICIPEX, MRACA, SEGAM, VAUBAN FINANCE, VAUBAN PARTENAIRE, SOCARENORD, SAFER FLANDRES ARTOIS et des sociétés anonymes d'économie mixte DROCOURT et EURALILLE.

Censeur de la société d'économie mixte HAUTE BORNE.

Gérant des sociétés civiles immobilières CRYSTAL EUROPE, SCI QUARTZ EUROPE, EURALLIANCE EUROPE, SCI SAINTE CROIX.

Co-gérant de la société en nom collectif CAL 62.

Membre du Conseil de surveillance de la SNC CA TITRES.

Membre du conseil de surveillance SNC CA TITRES (également représenté au conseil de surveillance de cette société).

Premier vice Président de la société par actions simplifiée BELGIUM

Administrateur des sociétés par actions simplifiées VESTAL, FNT, CROISSANCE NPDC et FINORPA SCR (également représenté aux Comités d'engagement et d'audit), FINORPAR PP (également représenté au Comité d'engagement), FINORPA FINANCEMENT.

Président des sociétés par action simplifiées JPF et IMMNORD.

▪ **Mme Sylvie VERNET GRUOT**

Présidente du Directoire des sociétés anonymes CACEIS CORPORATE TRUST et de EURO EMETTEURS France (cette dernière société a fait l'objet d'une décision de dissolution ayant entraîné la transmission universelle de son patrimoine à CACEIS CORPORATE TRUST le 28 février 2006).

Administratrice de la société CREDIT AGRICOLE INTERNATIONAL EMPLOYEES.

Membre du Conseil de gestion des sociétés par actions simplifiées EVENEMENTS ET FINANCE et DIGIMEDIA INTERACTIVITE.

Situation des mandats des administrateurs :

- M. Jean PHILIPPE :

M. J. PHILIPPE a été coopté administrateur par le Conseil d'administration du 20 septembre 2006. Ce Conseil l'a également nommé Président du Conseil. Nous vous proposons de ratifier cette cooptation.

Son mandat prendra fin à la date de l'Assemblée générale qui statuera en 2009 sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2008

- M. Olivier NICOLAS

Le mandat de M. O. NICOLAS prendra fin à la date de l'Assemblée générale qui statuera en 2008 sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2007.

- Madame Sylvie VERNET-GRUOT

Le mandat de Madame VERNET – GRUOT prendra fin à la date de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2008.

- Société CAAM Groupe (ex-SEGESPAR)

Le mandat de la société CAAM Groupe prendra fin à la date de l'Assemblée générale qui statuera en 2008 sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2007.

- CRCAM Charente - Périgord (Représentant : Monsieur François MACE)

Le mandat de la CRCAM Charente – Périgord prendra fin à la date de l'Assemblée générale qui statuera en 2009 sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2008

- CRCAM Nord de France (Représentant : Monsieur Jacques DURAND)

Le mandat d'administrateur de votre caisse a été renouvelé par l'Assemblée générale du 21 juin 2006, pour une durée de 3 ans prenant fin à la date de l'Assemblée générale qui statuera en 2009 sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2008.

- CRCAM Pyrénées - Gascogne (représentant : Monsieur M. Jean PHILIPPE)

En raison de sa démission, le mandat de la CRCAM Pyrénées - Gascogne prendra fin à l'issue de cette assemblée générale.

Nous vous proposons de nommer en qualité de nouvel administrateur la Caisse Régionale Champagne-Bourgogne, pour une durée de 3 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Rémunération des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous informons qu'au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006, les mandataires sociaux de la Société n'ont perçu aucune rémunération ni aucun jeton de présence. Ils n'ont pas reçu non plus d'engagement à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Pour les mandataires sociaux exerçant des fonctions salariées au sein du groupe Crédit Agricole, seules les rémunérations et avantages dont le coût est supporté par la Société sont concernés par cette information.

INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous vous informons de la démission de la société KPMG, Commissaire aux comptes titulaire, et de la démission de Madame MORELLI FRANCINE, Commissaire aux comptes suppléant.

Le Commissaire aux Comptes titulaire de la société RADIANT, devant valider certaines informations données sur Crédit Agricole SA qui garantit la société RADIANT, alors qu'il n'a pas la connaissance interne des états financiers de Crédit Agricole S.A., estime donc ne pas être en mesure de délivrer, moyennant des diligences normales, les validations réglementaires demandées .. En outre, en cas de démission du seul Commissaire aux Comptes titulaire, le suppléant, qui accèderait de plein droit aux fonctions de ce dernier, se trouverait dans la même situation au sujet de la validation d'informations. La situation nécessite donc de pourvoir au remplacement tant du Commissaire aux Comptes titulaire que du Commissaire aux Comptes suppléant.

Nous vous proposons de nommer pour une période de 6 exercices la société ERNST & YOUNG et Autres, en qualité de Commissaire aux comptes titulaire, et le Cabinet PICARLE & Associés en qualité de Commissaire aux comptes suppléant.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Conseil d'administration

P.J. :

- tableau des résultats des cinq derniers exercices ;
- rapport sur le contrôle interne.

2) BILAN et COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2006

BILAN AU 31 DECEMBRE 2006

(en euros)

ACTIF

	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS	NET 31/12/2006	NET 31/12/2005	ANNEXES
Autres participations Autres titres immobilisés	2 664 536 749		2 664 536 749	2 410 456 862	Annexe 1 (a)
Autres immobilisation s financières	30 324 261		30 324 261		
ACTIF IMMOBILISE	2 694 861 011		2 694 861 011	2 410 456 862	
Autres créances Valeurs mobilières de placement	3 927		3 927	346 576 12 311 137	
Disponibilités	2 607 814		2 607 814	221 142	
ACTIF CIRCULANT	2 611 741		2 611 741	12 878 855	
Primes de remboursement des obligations	757 520		757 520	1 051 153	Annexe 1 (b)
TOTAL GENERAL	2 698 230 272		2 698 230 272	2 424 386 871	

PASSIF

	31/12/06	31/12/05	ANNEXES
Capital social ou individuel dont versé	750 000	750 000	Annexe 1 (d)
Réserve légale	76 224	76 224	
Réserves réglementées	12 245	12 245	
Autres réserves	853 251	853 251	
Report à nouveau	142 958	150 342	
RESULTAT DE L'EXERCICE	325 278	42 615	
CAPITAUX PROPRES	2 159 957	1 884 678	Annexe 1 (e)
Provisions pour charges	392 290	392 290	
PROVISIONS	392 290	392 290	Annexe1(c)
DETTES FINANCIERES			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit			Annexe 1 (b)
Emprunts et dettes financières divers	2 694 597 917	2 420 917 608	
DETTES D'EXPLOITATION			Annexe 1 (b)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	889 356	1 002 052	
Dettes fiscales et sociales	190 240	190 240	
DETTES	2 695 678 025	2 422 109 901	
TOTAL GENERAL	2 698 230 272	2 424 386 871	
Résultat de l'exercice en centimes	325 277,58	42 615,00	
Total du bilan en centimes	2 698 230 272,19	2 424 386 871 ,22	

COMPTE DE RESULTAT AU 31 Décembre 2006
(en euros)

	31/12/06	31/12/05	ANNEXES
Production vendue de services			
Chiffre d'affaires net			
Autres produits			
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Autres achats et charges externes	5 919 191	5 682 458	
Impôts, taxes et versements assimilés	190 806	228 942	
Autres charges	60 839	69 246	
CHARGES D'EXPLOITATION	6 170 836	5 980 646	
RESULTAT D'EXPLOITATION	-6 170 836	-5 980 646	
Perte supportée ou Bénéfice transféré		0	
Produits financiers de participation			
Produits autres valeurs mobilières, créances immo.	116 536 849	117 169 034	Annexe 1 (f)
Autres intérêts et produits assimilés	4 165 011	3 821 113	
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Produits nets cession valeurs mobilières placement	24 227	47 535	
PRODUITS FINANCIERS	120 726 087	121 037 682	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1 767 974	1 701 526	
Intérêts et charges assimilées	112 369 580	113 220 327	
CHARGES FINANCIERES	114 137 554	114 921 853	
RESULTAT FINANCIER	6 588 533	6 115 829	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	417 697	135 183	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	12 899 231	3 463 591	
Reprises sur provisions et transferts de charges			
PRODUITS EXCEPTIONNELS	12 899 231	3 463 591	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	12 895 928	3 462 697	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	12 895 928	3 462 697	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	3 304	894	
Impôts sur les bénéfices	95 723	93 462	
TOTAL DES PRODUITS	133 625 319	124 501 273	
TOTAL DES CHARGES	133 300 041	124 458 658	
BENEFICE OU PERTE	325 278	42 615	

ANNEXE 1

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2006

I. FAITS CARACTERISTIQUES

La Caisse Régionale Loire Haute Loire a émis en décalage des TSR privés pour un montant de 10 000 000 euros le 23/01/2006.

Durant le premier semestre 2006 Radian a procédé à un rachat partiel de titres en bourse sur trois lignes de TSR pour un montant de 12 273 470 euros.

Au cours du deuxième semestre 2006, RADIAN a connu deux amortissements sur les lignes de septembre 96 à 6.5%, et octobre 96 à 6% pour un montant total de 328 527 624 € et a effectué trois émissions pour un montant total de 618 000 000 € répartis comme suit :

- Deux émissions en novembre dont une première avec un investisseur privé pour un montant de 115 000 000€ d'une durée de 10 ans au taux fixe de 4,306%, et une deuxième dans le réseau pour un montant de 108 000 000€ d'une durée de 12 ans au taux fixe de 4,050%.
- Une troisième émission en décembre avec un investisseur privé pour un montant de 395 000 000€ d'une durée de 10 ans au taux fixe de 4,346%.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

La situation au 31 décembre 2006 a été établie selon les règles et principes comptables édictés par le nouveau plan comptable général (règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999).

Les choix, parmi les méthodes légales, sont les suivantes :

- Les titres de participation sont comptabilisés à leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.
- Lorsque des émissions et des souscriptions comportent une prime d'émission :
 - Les titres souscrits par RADIAN auprès des caisses régionales sont enregistrés à leur coût d'acquisition, primes d'émission incluses ou net de primes d'émission selon que le titre est émis au-dessus ou en dessous du pair.
 - Les titres émis par RADIAN auprès du public sont comptabilisés pour la valeur totale de remboursement. Les primes d'émission sont inscrites au passif pour les émissions au-dessus du pair et à l'actif dans le cas d'émissions en dessous du pair.
 - Les primes d'émission sont inscrites au compte de résultat de façon linéaire sur la durée des souscriptions et des emprunts.
- Les sorties des titres de participation, des autres titres immobilisés et des valeurs mobilières de placement, sont valorisées d'après la méthode PEPS.
- La comptabilisation d'une provision pour impôt différé dans les comptes sociaux de RADIAN traduit la charge future d'impôt sur les sociétés dont il conviendra d'effectuer le calcul sur la base des coupons courus au 31 décembre 1992, des titres subordonnés souscrits auprès des Caisses Régionales dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres. Le montant de cette charge future d'impôt sur les sociétés est diminué du montant de l'impôt différé actif sur les déficits reportables.

a) IMMOBILISATIONS (en euros)

Les mouvements comptables concernant les immobilisations financières jusqu'au 31 décembre 2006 sont les suivants :

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Début exercice	Acquisitions/Emissions
Autres participations		
Autres titres immobilisés (1)	2 378 169 373	628 349 180
Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)	32 287 490	
TOTAL GENERAL	2 410 456 863	628 349 180

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Amortissement / Rachat	Amortissement Prime 2006	Fin exercice
Autres participations Autres titres immobilisés (1) Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)	340 801 094	1 180 709	2 664 536 749 30 324 261
TOTAL GENERAL	340 801 094	1 180 709	2 694 861 010

(1) Détail des titres immobilisés

DETAIL DES TITRES IMMOBILISES			Nominal	Prime d'émission	Amortissements prime d'émission	Total
DECEMBRE	1990	3,89 %	133 392 882			133 392 882
AVRIL	1991	3,89 %	104 884 922	47 147	6 770	104 925 299
DECEMBRE	1991	3,89 %	25 001 637	95 277	13 680	25 083 234
SEPTEMBRE	1996	6,65 %		-12 884	-12 884	
NOVEMBRE	1996	6,15 %		27 747	27 747	
DECEMBRE	1996	6,15 %		14 537	14 537	
JUIN	1997	6,15 %		32 262	32 262	
DECEMBRE	1997	5,75 %	66 620 217	42 424	21 507	66 641 134
JUIN	1998	5,40 %	224 862 292	1 106 961	443 514	225 525 740
DECEMBRE	1998	4,65 %	157 909 217	1 167 627	413 903	158 662 941
MAI	1999	4,25 %	92 000 000	-180 545	-53 316	91 872 772
JUIN	1999	4,65 %	126 650 000	-180 729	-54 391	126 523 662
NOVEMBRE	1999	5,40 %	140 800 000	-676 996	-173 042	140 296 045
JUIN	2000	5,70 %	168 500 000	373 529	91 600	168 781 928
DECEMBRE	2000	5,80 %	144 500 000	106 061	21 519	144 584 542
MAI	2001	5,40 %	85 000 000	2 757	510	85 002 247
JUIN	2001	5,50 %	71 500 000	40 251	7 360	71 532 890
NOVEMBRE	2003	4,63 %	113 000 000	736 884	93 487	113 643 397
NOVEMBRE	2004	4,23 %	77 200 000	913 795	102 879	78 010 915
JUIN	2005	3,60 %	200 000 000			200 000 000
NOVEMBRE	2005	3,73 %	90 000 000	1 415 744	-143 302	91 559 046
NOVEMBRE	2005	3,73 %	10 000 000	212 910	12 125	10 200 785
JANVIER	2006	3,73 %	10 000 000	551 054	313 567	10 237 487
NOVEMBRE	2006	4,451%	115 000 000			115 000 000
NOVEMBRE	2006	4,195%	108 000 000	60 480	676	108 059 804
NOVEMBRE	2006	4,491%	395 000 000			395 000 000
TOTAL GENERAL			2 659 821 167	5 896 292	1 180 709	2 664 536 749

b) CREANCES ET DETTES (en euros)

Les créances et dettes constatées au 31 décembre 2006 se présentent comme suit :

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières (1)	30 324 261	30 324 261	
Autres créances	3 927	3 927	
TOTAL GENERAL	30 328 188	30 328 188	

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	+ 1 an, 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes d'établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers (2)	2 694 597 917	96 022 772	1 213 540 289	1 385 034 856
Fournisseurs et comptes rattachés	889 356	889 356		
Etat : autres impôts, taxes assimilées	190 752	190 752		
Groupe et associés				
TOTAL GENERAL	2 695 678 025	97 102 880	1 213 540 289	1 385 034 856

(1) Intérêts courus non échus des souscriptions de titres subordonnés présentés en immobilisations financières.

(2) Emissions de titres subordonnés :

- Nominal : 2 659 821 167
- Primes d'émission au-dessus du pair : 5 395 111
- (taux d'émission supérieur à 100 %) (*)
- Intérêts courus non échus : 29 381 639

(*) Les primes d'émission nettes au-dessous du pair (757 520,98) sont présentées à l'actif

	Début exercice	Augmentations	Dotations Amt	Fin exercice
Primes d'émission des TSR émis en dessous du Pair	1 051 153		293 632	757 520

c) PROVISIONS (en euros)

Les provisions pour la situation au 31 décembre 2006 sont les suivantes :

RUBRIQUES	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Provisions pour impôts (1)	392 290			392 290
TOTAL GENERAL	392 290			392 290

(1) Cette provision pour impôts différés d'un montant de 392 290 euros correspond à la charge future d'impôt sur les sociétés calculée sur la base des coupons courus 1992 des TSR souscrits auprès des caisses régionales, dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres.

d) COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL (en Euros)

Le capital social est fixé à 750 000 euros et divisé en 50 000 actions de 15 Euros chacune (AGE du 18 juin 1999)

Principal actionnaire : néant.

e) VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en euros)

	Capital	Réserves	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	CAPITAUX PROPRES
31 12 2003 avant affectation	750 000	941 721		132 020	1 823 741
Affectation du résultat (1)			82 020	-132 020	-50 000
Résultat 2004				118 322	118 322
31 12 2004 avant affectation	750 000	941 721	82 020	118 322	1 892 063
Affectation du résultat (2)			68 322	-118 322	-50 000
Résultat 2005				42 615	42 615
31 12 2005 avant affectation	750 000	941 721	150 342	42 615	1 884 678
Affectation du résultat (3)			-7 385	-42 615	-50 000
Résultat 31/12/2006				325 278	325 278
31 12 2006 avant affectation	750 000	941 721	142 957	325 278	2 159 956

(1) Distribution de dividendes d'un montant de 50 000 euros en 2004

(2) Distribution de dividendes d'un montant de 50 000 euros en 2005

(3) Distribution de dividendes d'un montant de 50 000 euros en 2006

f) ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT (En K€)

RUBRIQUES	Entreprises liées
ACTIF IMMOBILISE	
Autres titres immobilisés	2 664 537
Autres immobilisations financières	30 324
DETTES	
Emprunts et dettes/Etablissements de crédit	
Dettes fournisseurs, comptes rattachés	827
Autres dettes	
CHARGES	
Autres achats et charges externes	
- Commissions sur emprunts	3 810
- Autres charges diverses d'exploitation	6
Autres charges	
PRODUITS	
Commissions sur prêts	
Autres produits financiers	116 537

g) ENGAGEMENTS HORS BILAN (en euros)

RUBRIQUES	Montant hors bilan
Autres engagements reçus :	
Sur les émissions d'emprunts RADIAN : (1)	3 395 202 788
- capital	2 659 821 167
- intérêts courus non échus	29 381 639
- intérêts non courus, non échus	705 999 982
TOTAL	3 395 202 788

(1) Crédit Agricole S.A. garantit le remboursement du nominal et des intérêts des émissions des emprunts RADIAN.

h) IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

DENOMINATION SOCIALE ET SIEGE SOCIAL	Forme	Montant capital	% détenu
Crédit Agricole S.A. 91/93, Boulevard Pasteur - 75015 PARIS	SA	4 941 163 593	

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A..

ANNEXE 2 - RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (en euros)

DATE D'ARRETE Durée de l'exercice	31/12/2006 12 mois	31/12/2005 12 mois	31/12/2004 12 mois	31/12/2003 12 mois	31/12/2002 12 mois
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires H.T.					
Résultat avant impôts, participation, dotations amortissements et provisions	2 188 975	1 837 602	1 977 813	2 920 258	1 836 798
Impôts sur les bénéfices	95 723	93 462	101 518	1 082 897	76 482
Participation des salariés					
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1 767 974	1 701 525	1 757 973	1 705 341	1 709 782
Résultat net	325 278	42 615	118 322	132 020	50 534
Résultat distribué		50 000	50 000	50 000	50 000
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dotations amortissements dépréciations et provisions	41	34	37	36	35
Résultat après impôt, participation, dotations amortissements dépréciations et provisions	6	0	2	2	1
Dividende attribué	0	1	1	1	1
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés					
Masse salariale					
Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité Sociale, oeuvres sociales...)					

II) RAPPORT SUR LE CONTROLE INTERNE

RADIAN
Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 750.000 euros
Siège social : Immeuble Cotentin
90, bd Pasteur
75015 PARIS
RCS Paris n°B 352 020 150

RAPPORT DU PRESIDENT SUR LE CONTROLE INTERNE **EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006** **Article L. 225-37 du Code de commerce**

Chers actionnaires,

En référence d'une part à l'Article L 225-37 du Code de Commerce, qui prévoit que les sociétés qui font appel public à l'épargne sont dans l'obligation d'établir un rapport par l'intermédiaire de leur Président, et en référence d'autre part aux principes et normes en vigueur au sein du groupe Crédit Agricole S.A. et plus largement du groupe Crédit Agricole en matière de gouvernance et, en complément du rapport de gestion, je vous rends compte, dans le présent rapport, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société Radian (ci-après « la Société » ou « Radian »).

Le présent rapport a été finalisé sur la base de la documentation et des reportings disponibles au sein de l'établissement au titre du dispositif réglementaire de contrôle interne. En outre, des échanges réguliers, portant sur le contrôle interne, l'activité et les comptes de l'établissement, sont intervenus entre le Président du Conseil d'administration, le Directeur général, le service comptable et le commissaire aux comptes. Enfin, le présent rapport a été présenté au Conseil lors de sa séance du 21 mars 2007.

I. PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

1. PRESENTATION DU CONSEIL

A. Fonctionnement général du Conseil

- Nombre de membres (art. 14.1 des statuts) : le Conseil d'administration doit être composé de 3 à 18 membres, personnes physiques ou morales.
- Durée du mandat (art. 14.2 des statuts) : les administrateurs sont nommés ou renouvelés pour 3 ans renouvelables par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui peut les révoquer à tout moment.
- Nombre minimum d'actions (art. 15 des statuts) : chaque administrateur doit être propriétaire d'une action de la Société.
- Président (art. 18 des statuts et 2.B du règlement intérieur) : le Conseil élit en son sein un Président personne physique dont il détermine la rémunération.

Le Président représente le Conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure d'accomplir leur mission.

- Les fonctions de Président et de Directeur Général sont dissociées.
- Convocations (art. 16.1 des statuts) : le Conseil se réunit sur convocation du Président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige (dans les faits, le conseil se réunit au moins chaque semestre pour l'arrêté des comptes).

Lorsque le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de 2 mois, le tiers au moins des administrateurs ou le Directeur général peuvent demander au Président de convoquer le Conseil sur un ordre du jour déterminé.

Les convocations sont faites par tous moyens, au moins 3 jours à l'avance. Elles peuvent être verbales et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

- Lieu (art. 16.1 des statuts) : la réunion a lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.
- Délibération (art. 16.2 des statuts) : le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les administrateurs peuvent participer à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence, sauf pour les décisions concernant la nomination, la révocation et la rémunération du Président, du Directeur général et des Directeurs généraux délégués, l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion (art. 1.2 du règlement intérieur).

B. Règles spécifiques

- La Société est dotée d'un règlement intérieur. Il n'existe pas d'autres chartes ou règles internes spécifiques.
- Le Conseil est informé de la situation financière, de la situation de la trésorerie ainsi que des engagements de la Société par la mise à disposition de dossiers spécifiques afférents aux ordres du jour de ses réunions.
 - o Délai préalable habituel de mise à disposition des documents : en moyenne une semaine.
 - o Contenu de l'information communiquée aux administrateurs avant les réunions du Conseil : rapports et éléments comptables, économiques et financiers.
 - o Formations spécifiques proposées aux administrateurs : néant.
- Il n'a pas été pris de mesures spécifiques d'évaluation des performances du Conseil.

2. PRESENTATION DES COMITES (D'AUDIT ET DES COMPTES/ DES REMUNERATIONS/ DES NOMINATIONS)

Aucun comité n'a été mis en place.

3 MISE EN PLACE DES NOUVELLES REGLES OU RECOMMANDATIONS EN VIGUEUR AUX ETATS-UNIS EN MATIERE DE « CORPORATE GOVERNANCE » (SARBANES OXLEY ACT)

La SA Radian, n'ayant aucune participation directe ou indirecte dans une société ayant une activité aux Etats-Unis, n'est pas concernée par cette réglementation.

4. PRESENTATION DES LIMITATIONS QUE LE CONSEIL D'ADMINISTRATION APORTE AU POUVOIR DU DIRECTEUR GENERAL

Dans les relations internes de la Société et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, le Directeur général doit obtenir l'accord du Conseil (en référence au règlement intérieur) :

- pour définir le plafond annuel des émissions autorisées, sachant qu'en application de l'article L. 228-40 du Code de commerce tel que modifié par l'ordonnance n° 2004-604 du 24/6/2004 portant réforme du régime des valeurs mobilières émises par les sociétés commerciales, le pouvoir de décider ou autoriser l'émission d'obligations est reconnu au Conseil d'administration de la Société ;
- pour la réalisation de toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières et immobilières nécessaires à la réalisation de l'objet social, d'un montant supérieur à 10 millions d'euros ;
- pour la constitution de sûretés et garanties de toute nature sur les biens de la Société.

II. PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

Définition du dispositif de contrôle interne

a. Acteurs ou structures exerçant des activités de contrôle

- Champ et répartition des compétences : la Société entre dans le périmètre de contrôle interne du Groupe Crédit Agricole.

- Niveau de rattachement des différents acteurs ou structures : les acteurs opérationnels de la structure sont, la Direction de la Gestion Financière de Crédit Agricole S.A. pour les opérations financières – émissions, rachats - et CACEIS-CT pour la tenue de la comptabilité et des comptes, sous le contrôle de la Direction de la Gestion Financière.

- Organisation des prestations externalisées : Radian (par son Directeur général) délègue à Crédit Agricole S.A. les questions financières, juridiques (en liaison avec le Cabinet d'avocats SHUBERT-COLLIN), le traitement des questions fiscales et celles relatives à la déontologie.

- Rôle des différents acteurs ou structures exerçant des activités de contrôle interne : les entités opérationnelles (cf. supra) appliquent leurs principes et procédures de Contrôle Interne et de déontologie à l'activité qu'elles assurent pour le compte de Radian. L'Inspection Générale de Crédit Agricole S.A. (IGL) exerce un contrôle périodique via la Direction de la Gestion Financière.

b. Dispositions spécifiques à l'élaboration de l'information financière et comptable

La fonction comptable de Radian est organisée selon un principe de délégation à CACEIS-CT, qui gère le plan de comptes et les référentiels associés, assure des contrôles de cohérence et d'exhaustivité, établit en temps voulu les états financiers individuels et consolidés et les déclarations fiscales relevant de sa responsabilité. Par sa mission d'élaboration de l'information comptable, CACEIS-CT, sous l'autorité du Directeur Général, est à l'origine de l'information financière diffusée au public par Radian. Elle assure en outre la coordination avec les travaux des commissaires aux comptes.

Piloté par CACEIS-CT, le dispositif de contrôle comptable, qui fait partie intégrante du système de contrôle de Radian, s'appuie sur une méthodologie formalisée visant à s'assurer du respect des dispositions légales et réglementaires (notamment l'existence et la continuité de la piste d'audit) par le système d'information comptable et réglementaire de Radian et des référentiels qui leur sont associés.

Enfin, CACEIS-CT transmet des reportings à Crédit Agricole S.A., conformément aux instructions de la Direction de la Comptabilité et de la Consolidation de Crédit Agricole S.A., afin de permettre l'élaboration des comptes consolidés du groupe Crédit Agricole.

1. PRINCIPES D'ORGANISATION DU DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

Principes fondamentaux

Les principes d'organisation et les composantes du contrôle interne de Radian, communs à l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole au sein du périmètre de contrôle interne, sont :

- la couverture exhaustive des activités,
- la responsabilité de l'ensemble des acteurs,
- une définition claire des tâches (convention de prestation de services entre Radian et Crédit Agricole S.A., convention de mandat entre Crédit Agricole S.A. et CACEIS-CT pour les activités de Services aux Emetteurs; ces deux conventions sont en cours de révision pour une mise en conformité avec le règlement CRBF actualisé 97-02 relatif au contrôle interne.
- les activités de Radian sont dans le périmètre du projet de mise en place d'un contrôle des risques et d'un contrôle permanent au sein de Crédit Agricole S.A. et plus particulièrement au sein de la Direction de la Gestion Financière.
- une séparation effective des fonctions d'engagement et de contrôle,
- des systèmes de mesure des résultats (les comptes étant établis par une société indépendante),

Pilotage du dispositif

Il n'a pas été nommé de Responsable du Contrôle Interne au sein de Radian, cette fonction étant assurée par le Directeur Général, sous le contrôle du Président du Conseil d'administration.

Rôle de l'organe délibérant : Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossement en taux et en marge de la société est assuré.

Il approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne.

Rôle de l'organe exécutif

L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant (le Conseil d'Administration approuve périodiquement les conditions d'émission et suit l'équilibre d'exploitation de la société). L'organe exécutif vérifie l'application des décisions de gestion prises par le Conseil d'Administration (exemple : décision sur le niveau des commissions).

L'organe exécutif gère le fonctionnement de la société, en faisant appel aux prestataires externes offrant les compétences requises et susceptibles d'assurer la coordination des opérations.

Il s'assure que chaque prestataire dispose de procédures de contrôle interne à son niveau (reportings lui permettant de vérifier le bon fonctionnement de la société).

Il s'assure que le dispositif de contrôle interne fait l'objet d'un suivi permanent, destiné à vérifier son adéquation et son efficacité. Il est informé s'il y a lieu des principaux dysfonctionnements que le dispositif de contrôle interne permet d'identifier et des mesures correctrices proposées.

Périmètre et organisation consolidée des dispositifs de la filiale

La Société n'a pas de filiales.

2. DESCRIPTION SYNTHETIQUE DE MAITRISE DES RISQUES FINANCIERS ET DU DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE AUXQUELS EST SOUMISE L'ENTREPRISE

Mesure et surveillance des risques financiers

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risque, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la Société Radian et émissions réalisées par les Caisses régionales.

Périodiquement, la Direction de la Gestion Financière de Crédit Agricole S.A. s'assure de l'équilibre actif / passif de la Société Radian.

Dispositif de contrôle interne

Le Contrôle Interne se déploie autour de chacune des fonctions centrales de la Société et de son objet social :

- les émissions :

Des obligations réglementaires sont contrôlées préalablement à chaque émission :

les autorisations d'émettre par les Caisses régionales ;

les demandes de l'AMF en vue de l'obtention de son visa : en 2006, l'AMF a formulé de nouvelles exigences concernant un tableau de flux de trésorerie pour les deux derniers exercices annuels, la publication des honoraires des Commissaires aux Comptes, et la mise sur le site de l'AMF du Rapport sur le Contrôle Interne ;

Des procédures sont suivies pour le montage (délivrance systématique à chaque émission d'un mandat entre Radian et Crédit Agricole S.A. sous la forme d'une lettre d'engagements) et pour le placement des émissions (réalisation d'un calendrier prévisionnel).

- la gestion de la société :

Des contrôles périodiques sont effectués pour examiner les comptes chaque semestre en vue de vérifier la cohérence avec l'activité et les perspectives d'équilibre de la Société.

Les factures à régler par Radian font l'objet d'un contrôle.

Elaboration de l'information comptable et financière

- Principaux acteurs impliqués dans le contrôle de cette information : les comptes sont préparés par CACEIS-CT, sous le contrôle du Directeur Général de la Société. Des réunions de pré arrêté sont tenues au sein de la Direction de la Gestion Financière (analyse des comptes, préparation de comptes d'exploitation prévisionnels, rapprochements comptabilité / gestion, ...).

- Liaisons avec les Commissaires aux comptes : les relations avec les Commissaires aux comptes ont lieu dans le cadre des diligences récurrentes accomplies par le cabinet KPMG et dans le cadre de la vérification de l'arrêté des comptes annuels et semestriels.

Il est rappelé que le dispositif de contrôle interne mis en œuvre par Radian s'inscrit dans un cadre de normes et de principes rappelés ci-dessous (« références ») et déclinés d'une façon adaptée aux différents niveaux du Groupe Crédit Agricole afin de répondre au mieux aux obligations réglementaires propres aux activités bancaires.

Contrôle périodique (Inspection/Commissaires Aux Comptes)

- Audit interne par l'Inspection :

Des missions d'audit périodiques visent à s'assurer du respect des règles externes et internes (procédures), de la fiabilité et de l'exhaustivité des informations, et de la fiabilité de la comptabilité. Ces missions concourent à vérifier la pertinence des dispositifs de contrôle interne et de l'adéquation des moyens.

- Audit des Commissaires Aux Comptes :

Dans ce cadre, les missions des commissaires aux comptes contribuent notamment à la vérification de la fiabilité des données de la comptabilité.

Jean PHILIPPE
Président du Conseil d'administration

III) RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LE CONTROLE INTERNE

RADIAN S.A

Rapport du commissaire aux comptes

établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce,
sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la
société Radian S.A., pour ce qui concerne les procédures de
contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de
l'information comptable et financière.

Exercice clos le 31 décembre 2006
RADIAN S.A
90, boulevard Pasteur - 75015 Paris

Référence : PB-07-02-107

RADIAN S.A.

Siège social : 90, boulevard Pasteur – 75015 Paris

Capital social : € 750.000

Rapport du commissaire aux comptes, établi en application de l'article L.225-335 du Code de commerce sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Radian S.A., pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Exercice clos le 31 décembre 2006

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société RADIAN S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris La Défense, le 24 mai 2007

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Pascal Brouard

Associé

IV) RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

RADIAN S.A

Rapport général
du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2006
RADIAN S.A
90, boulevard Pasteur - 75015 Paris

RADIAN S.A.

Siège social : 90, boulevard Pasteur – 75015 Paris

Capital social : € 750.000

Rapport général du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société RADIAN S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1) Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2) Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Règles et méthodes comptables

L'annexe aux comptes annuels de la société expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres émis et souscrits par la société RADIAN S.A. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par la société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables évoquées ci-dessus et des informations données dans les notes annexes et nous nous sommes assurés de leur correcte application. Nos travaux ont également comporté des contrôles substantifs étendus relatifs aux opérations sur titres.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3) Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Paris La Défense, le 24 mai 2007

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Pascal Brouard

Associé

V) TABLEAU DE FINANCEMENT

Tableau des flux de trésorerie de Radian (en K€)		
	2006	2005
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net	325	43
Variation du besoin en fonds de roulement	-112	-284
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (1)	213	-241
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations financières	-624 863	-301 910
Cessions d'immobilisations financières	340 801	164 193
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (2)	-284 061	-137 717
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires	-50	-50
Emissions d'emprunts	614 775	312 230
Remboursement d'emprunts	-340 801	-164 193
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (3)	273 924	147 987
Variation de trésorerie (1 + 2 + 3)	-9 924	10 029
Trésorerie d'ouverture	12 532	2 503
Trésorerie de clôture	2 608	12 532
Variation de trésorerie	-9 924	10 029

VI) RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

RADIAN S.A

Rapport spécial
du commissaire aux comptes
sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2006
RADIAN S.A
90, boulevard Pasteur - 75015 Paris

RADIAN S.A.

Siège social : 90, boulevard Pasteur – 75015 Paris

Capital social : €.750.000

**Rapport spécial
du commissaire aux comptes sur les conventions et engagements réglementés**

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions et engagements réglementés dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de tels conventions et engagements.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement soumis aux dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

	Paris La Défense, le 24 mai 2007
	KPMG Audit
	<i>Département de KPMG S.A.</i>
	Pascal Brouard
	<i>Associé</i>

CHAPITRE VI

ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

6.1. Composition et fonctionnement des organes d'administration, de direction

6.1.0. Composition des organes d'administration, de direction

Président :

Monsieur Jean PHILIPPE : Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Pyrénées Gascogne
Date de la première nomination et échéance du mandat : 20 septembre 2006 – 2009

Administrateurs :

Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France représentée par Monsieur Jacques DURAND, Directeur Général Adjoint
Date de la première nomination et échéance du mandat : 30 juin 2003 – 2009

Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente Périgord représentée par Monsieur François MACE, Directeur Général
Date de la première nomination et échéance du mandat : 30 juin 2003 – 2009

Caisse Régionale de Crédit Agricole Pyrénées Gascogne représentée par Monsieur Jean PHILIPPE, Directeur Général
Date de la première nomination et échéance du mandat : 30 juin 2003 – 2007

En raison de la démission de Monsieur Jean Philippe, le mandat de la CRCAM Pyrénées - Gascogne prendra fin à l'issue de l'assemblée générale du 20 juin 2007

Il sera proposé la nomination d'un nouvel administrateur la Caisse Régionale Champagne-Bourgogne, pour une durée de 3 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

CAAM Group (anciennement SEGESPAR) représenté par Monsieur Jean-Yves COLIN, Directeur Général Adjoint de Crédit Agricole Asset Management
Date de la première nomination et échéance du mandat : 04 septembre 1989 – 2008

Monsieur Olivier NICOLAS, Directeur Général de RADIANT et Directeur de la Gestion Financière de Crédit Agricole S A
Date de la première nomination et échéance du mandat : 29 mars 2000 – 2008

Madame Sylvie ACHIN-GRUOT, présidente du directoire CACEIS Corporate Trust
Date de la première nomination et échéance du mandat : 22 septembre 2005 – 2008

Direction

Monsieur Olivier NICOLAS, Directeur Général

Contrôle

Commissaires aux comptes

Titulaire

*KPMG SA - 1 - Cours Valmy - 92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Société représentée par Monsieur Pascal BROUARD
Suppléant*

*Madame Francine MORELLI
1 - Cours Valmy - 92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX*

Responsable de l'information

Monsieur Olivier NICOLAS

6.1.1. Fonctionnement des organes d'administration, de direction

A) Nombre et dates des réunions du conseil d'administration, du directoire :

- 1 réunion du Conseil d'administration a eu lieu le 21 mars 2007
- 2 réunions du Conseil d'administration ont eu lieu durant l'année 2006 le 26 avril et le 20 septembre 2006

B) Comités constitués par l'organe d'administration, de direction :

Aucun comité n'a été mis en place par l'organe d'administration, de direction pour RADIANT S.A

C) Audit et Gouvernement d'entreprise

La société RADIANT se conforme au régime du gouvernement d'entreprise en vigueur en France

6.2. Intérêts des dirigeants dans le capital de l'Emetteur

6.2.0. La répartition des jetons de présence est déterminée par le Conseil (art.14.6 des statuts). Il n'a pas été attribué de jetons de présence

6.2.1. Options de souscription ou d'achat d'actions
Sans objet

6.2.2. Actionnariat

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 41 au 31 décembre 2006, sont représentées au sein du capital. 7 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social : CRCAM Nord Midi Pyrénées (3 481 actions, soit 6,96 %), CRCAM de Champagne-Bourgogne (3 434 actions, soit 6,87 %), CRCAM de Charente-Périgord (3 005 actions, soit 6,01 %), CRCAM de sud Rhône Alpes (2 838 actions, soit 5,68 %), CRCAM des Savoie (2 694 actions, soit 5,39 %), CRCAM du Midi (2 590 actions, soit 5,18 %) et CRCAM Pyrénées-Gascogne (2 537actions, soit 5,07 %).
Au sein du Conseil d'Administration, présidé par un Directeur Général de Caisse Régionale, sont présentes 3 Caisses Régionales qui figurent parmi celles participant régulièrement aux émissions de titres effectuées par la SA RADIANT.

6.2.3. Principaux actionnaires

Les principales Caisses régionales sont représentées ainsi aucun contrôle n'est exercé de manière abusive.

6.3. Mention des schémas d'intéressement du personnel :
Sans objet

6.3. Conflit d'intérêt :

Il n'y a aucun conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs à l'égard de la société RADIANT de l'une quelconque des personnes composant l'organe d'administration et de direction et leurs intérêts privés.

CHAPITRE VII

EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

7.1. EVOLUTION RECENTE

- RADIANT SA a procédé en novembre 2006 à une émission de titres subordonnés remboursables , sous la forme d'une émission publique dans le réseau de 108 M€, d'une durée de 12 ans, avec un taux fixe de 4,05 %; cette émission a été effectuée pour le compte de 7 Caisses régionales.
- en novembre également, à une émission de titres subordonnés remboursables, sous la forme d'une émission privée de 115 M€ avec pour souscripteur PREDICA, d'une durée de 10 ans, avec un taux fixe de 4,306 % ; cette émission a été réalisée pour le compte de 5 Caisses régionales.
- En décembre 2006, RADIANT SA a procédé à une troisième émission de TSR, sous la forme d'une émission privée de 395 M€ avec également pour souscripteur PREDICA, d'une durée de 10 ans, avec un taux fixe de 4,346 % ; cette émission a été réalisée pour le compte de 11 Caisses régionales.

7.2. PERSPECTIVES D'AVENIR

RADIANT, qui bénéficie de la garantie de Crédit Agricole s A, demeure le principal instrument de levée de fonds propres complémentaires pour les Caisses régionales de Crédit Agricole. De ce fait, son activité future restera rythmée par les demandes ponctuelles des Caisses Régionales.

CHAPITRE VIII

ACTUALISATION LIEE A L' ENTREE EN VIGUEUR DU REGLEMENT EUROPEEN N°809/2004 DU 29 AVRIL 2004 PRIS EN APPLICATION DE LA DIRECTRICE 2003/71/CE DITE « DIRECTRICE PROSPECTUS »

ORGANES D' ADMINISTRATION , DE DIRECTION

ORGANIGRAMME

La société RADIAN reste l'instrument privilégié de levée de fonds propres complémentaires pour les Caisses régionales de Crédit Agricole.

Les Caisses Régionales ont eu recours d'avantage en 2006 aux émissions de TSR du fait d'un contexte d'activité crédit toujours très soutenue.

Les Caisses régionales sollicitent RADIAN S.A afin de chercher à maintenir le niveau de leurs ratios en levant des fonds propres sous la forme de TSR.

INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE , LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR - CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION DE L'EMETTEUR

Il n'existe aucun changement significatif de la situation financière de RADIAN depuis le 31 décembre 2006. Il ne s'est produit aucun événement récent propre à l'émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité .

TENDANCES

Aucune détérioration significative n'a affecté les perspectives de l'émetteur depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés.

Aucun évènement ou tendance connue n'est susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur pour l'exercice en cours

DEUXIEME PARTIE : LE GARANT

CHAPITRE III

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE GARANT ET SON CAPITAL

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mars 2007 sous le numéro D 07-0214
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A02

CHAPITRE IV

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mars 2007 sous le numéro D 07-0214
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A02

CHAPITRE V

PATRIMOINE - SITUATION FINANCIERE - RESULTATS DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mars 2007 sous le numéro D 07-0214
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A02

CHAPITRE VI

GOVERNANCE D'ENTREPRISE ET CONTROLE INTERNE

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mars 2007 sous le numéro D 07-0214
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A02

CHAPITRE VII

EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mars 2007 sous le numéro D 07-0214
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A02

A découper et à adresser à :



CRÉDIT AGRICOLE SA
Service des Publications
91/93 Boulevard Pasteur - 75015 - PARIS

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Désire recevoir :

- ☐ le document de référence du garant ayant reçu le numéro de dépôt D.07-0214 de l'Autorité des Marchés financiers en date du 22 mars 2007
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A01,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 mai 2007 sous le numéro D.07-0214-A02
- ☐ du prospectus RADIANT ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le numéro de visa 06-384 en date du 27 octobre 2006 pour les comptes 2005

